

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 13 septembre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°207 ■

PRÉSIDENTE
**Tebboune préside
une réunion
du Conseil
des ministres**

P 3

PÉTROLE

Le Brent à plus de 91 dollars

Les cours du pétrole montaient mardi, le resserrement de l'offre mondiale de pétrole contribuant à compenser les inquiétudes sur la demande. Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,84% à 91,40 dollars. P 3



LABORATOIRE
PHARMACEUTIQUE «HUPP
PHARMA»

Les raisons d'une fermeture

La session d'activité de production et la fermeture temporaire des laboratoires pharmaceutiques "HUPP Pharma" est due à une production de médicaments "falsifiés", selon les dispositions de loi, suite au constat d'une inspection menée par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), a indiqué à l'APS le directeur général de l'ANPP, Dr Chérif Delih.

P 2

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE
CÉRÉALIÈRE 2023-2028

Ce que prévoit le Plan stratégique



Une rencontre consacrée à la présentation du Plan stratégique pour le développement de la filière céréalière 2023-2028 a eu lieu, avant-hier lundi, à l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA), en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohammed Abdelhafid Henni. Ce plan ambitionne d'investir dans le sud, comme dans le nord du pays.

P 5

COOPÉRATION ALGÉRO-
SÉNÉGALAISE

Signature de 13 accords et contrats commerciaux

Treize (13) accords et contrats commerciaux ont été signés, lundi à Alger, entre des opérateurs algériens et sénégalais dans divers secteurs, à l'initiative de l'Organisation algérienne de commerce et de l'investissement social (OACIS) et en présence de l'ambassadeur du Sénégal à Alger.

P 4

Géant[®]

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جـيـون

ACCOMPAGNEMENT
S DES OPÉRATEURS
ÉCONOMIQUES

Les
engagements
de Youcef
Chorfa

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a reçu au siège de son département ministériel une délégation de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), conduite par son président Abdelouahab Ziani. Selon un communiqué du ministère, diverses préoccupations et propositions liées au secteur ont été évoquées au cours de cette réunion à laquelle ont pris part des directeurs centraux et cadres du ministère. Une opportunité d'aborder les questions liées au transport et à la logistique. Dans ce contexte, le ministre des Transports a réitéré les engagements de son département pour accompagner les opérateurs économiques et fournir tous les moyens et mécanismes disponibles pour soutenir leur activité. Un accompagnement aussi bien au niveau local qu'international en contribuant à promouvoir les exportations et la commercialisation du produit algérien, ajoute la même source. A cet égard, le ministre a évoqué notamment le domaine du transport maritime de marchandises et l'exploitation des capacités de la Compagnie nationale algérienne de transport maritime des marchandises (CNAN) vers les pays d'Afrique de l'Ouest tels que la Mauritanie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, ajoute le communiqué.

R E.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE «HUPP PHARMA»

Les raisons d'une fermeture

La session d'activité de production et la fermeture temporaire des laboratoires pharmaceutiques "HUP.P Pharma" est due à une production de médicaments "falsifiés", selon les dispositions de loi, suite au constat d'une inspection menée par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), a indiqué à l'APS le directeur général de l'ANPP, Dr Chérif Delih.

Par R E.

Dans une déclaration à l'APS, M. Delih a expliqué que cette mesure concerne des médicaments "produits sur des sites non autorisés d'une part, ainsi qu'un changement d'approvisionnement en principe actif et en matière première à partir d'un fournisseur non autorisé et non contrôlé". "Ce sont autant de raisons qui ont entraîné le retrait de tous les lots sur le marché et leur mise en quarantaine, ainsi que la fermeture et la session d'activité de production des laboratoires "HUP.P Pharma", a affirmé le directeur général de l'ANPP. Selon le même responsable, ledit laboratoire est en infraction directe aux dispositions de l'article 211 de la loi 18-11 relative à la Santé, aux dispositions du décret exécutif 21-82 relatif aux établissements pharmaceutiques et les conditions de leurs agréments, ainsi qu'au décret exécutif 22-247 relatif aux règles de bonnes pratiques de fabrication de produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine. "Ces mesures ont été prises à titre conservatoires en raison de l'impact avéré des constats suscités sur la qualité, l'innocuité et l'efficacité des médicaments produits, ainsi qu'en raison des risques potentiels sur la santé publique et la sécurité sanitaire", a fait savoir M. Delih. De son côté, la directrice de la production,

du développement industriel et de la promotion des exportations, Nadia Bouabdallah, a indiqué que les services du ministère et ceux de l'ANPP sont en cours d'exploitation des mesures prises par la "SARL HUP Pharma", pour la mise en conformité exigée par les autorités du ministère après sa fermeture temporaire. "L'investigation se poursuit et l'opérateur a été notifié des déviations constatées. Il œuvre actuellement pour se mettre en conformité", affirmant que "la réouverture ne peut être envisagée qu'après la levée des réserves de l'établissement pharmaceutique, dans certains cas la sanction peut aller jusqu'au retrait définitif de l'agrément", a fait savoir Mme Bouabdallah. Elle a fait observer qu'il ne s'agissait pas de la première mesure du genre prise à l'encontre des établissements pharmaceutiques suite à une inspection d'un site de production en vue de vérifier la conformité aux bonnes pratiques de fabrication dans le but de protéger la santé publique. S'agissant de la disponibilité des médicaments de ce laboratoire, la même responsable a tenu à rassurer quant à l'impact induit suite à la fermeture temporaire de cette société, notamment pour les traitements des antibiotiques et des corticoïdes. Des mesures nécessaires ont été prises pour augmenter les capacités de production des mêmes médicaments génériques fabriqués par d'autres établissements pharmaceu-

tiques locaux, a-t-elle précisé, soulignant que les services du ministère veillent dans le cadre de l'activité d'inspection "au respect aux bonnes pratiques de fabrication en général et les pratiques de fabrication de façon spécifique". "Notre objectif est de s'assurer de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité des médicaments produits destinés à la consommation par les malades", a-t-elle soutenu, tout en rappelant que l'inspection dans le secteur de l'industrie pharmaceutique est une activité menée dans le cadre d'un programme annuel, selon une approche par le risque et peut être inopinée, ou engagée dans le cadre d'une investigation à la suite d'un signalement. Selon Mme Bouabdallah, en cas de constat de manquements ou d'irrégularités, l'établissement pharmaceutique est mis en demeure. Cela peut être suivi d'une fermeture temporaire conformément aux dispositions du décret 21-82 relatif aux établissements pharmaceutiques et les conditions de leur agrément. "Toutes les décisions prises pendant et après les enquêtes concernant un potentiel défaut de qualité doivent refléter le niveau de risque présenté, et ce, par rapport aux exigences du dossier d'enregistrement du produit", a-t-elle souligné, précisant que ces décisions doivent être prises "rapidement pour garantir la sécurité du patient".

ASSURANCES

Ouverture à Sétif de la première agence d'«El Djazair Takaful»

L'entreprise publique "Algerian General Takaful" appelée "El Djazair Takaful" a procédé à l'ouverture de sa première agence à Sétif en vue de renforcer sa présence et élargir le réseau de ses agences, a indiqué mardi un communiqué de l'Entreprise. Le Président directeur général

(PDG) de cette entreprise publique, Mahfoud Ziane Bouziane avait présidé, lundi, l'ouverture de l'agence sise dans la commune d'El Eulma, en présence des autorités locales et de représentants des guichets islamiques des banques publiques, ajoute le communiqué. Pour rappel, l'entreprise publique "Al-

gerian General Takaful" a été créée avec la contribution de tous les opérateurs publics des secteurs des assurances et des banques. Quatre compagnies publiques d'assurances (SAA, CASH assurance, CAAT et CAAR) et les six banques publiques à savoir la CNEP banque, la Banque nationale d'Algérie

(BNA), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR), la Banque de développement local (BDL) et le Crédit populaire algérien (CPA) participent au capital de l'entreprise.

ADAPTATION DES CAPACITÉS UNIVERSITAIRES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Organisation d'une rencontre internationale à Mostaganem

Une rencontre internationale d'évaluation du projet de coopération européenne avec comme thème "l'adaptation des capacités universitaires au marché du travail", se tient à l'université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem, a-t-on appris du vice-recuteur chargé des relations extérieures, de la coopération, de l'ani-

mation et de la communication de cet établissement d'enseignement supérieur. Cette rencontre, inscrite dans le cadre du projet "renforcement des capacités des étudiants universitaires en prévision de l'adaptation au marché du travail régional dans le cadre du développement durable" et du projet de coopération européen "Erasmus",

enregistre la participation de sept universités de Mostaganem et de Tlemcen (Algérie), l'université technique de Riga Latvia (Lettonie), l'université technique de Dresde (Allemagne), l'université du Nil (Egypte), l'université pour la technologie "Princesse Sumaya" et l'université des sciences et technologie d'Irbid (Jordanie). Les participants

aborderont, quatre jours durant, les activités dans le cadre de ce projet et leur concrétisation, notamment en ce qui concerne la création du centre de formation destiné aux étudiants en architecture, a-t-on indiqué. En outre, les experts participants procéderont à l'évaluation des résultats des différentes initiatives et à l'encouragement de la coopération

et d'échange d'expériences entre les différentes universités participantes à cette rencontre, ouverte ce lundi. Ce projet vise à former un groupe de diplômés universitaires pour acquérir, en plus de connaissances académiques, le savoir-faire dans les domaines sociaux pour les adapter aux différents environnements du travail.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 91 dollars

Les cours du pétrole montaient mardi, le resserrement de l'offre mondiale de pétrole contribuant à compenser les inquiétudes sur la demande. Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,84% à 91,40 dollars.

Par Sirine R/Agence

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 0,96% à 88,13 dollars. Les deux références mondiales du brut évoluent à des niveaux proches de leurs sommets depuis novembre. Le resserrement de l'offre mondiale compense pour l'instant largement les inquiétudes quant à la demande, affirment des analystes. En effet, l'offre devrait continuer «d'être restreinte jusqu'à la fin de l'année, au moins à la suite de l'annonce récente de l'Arabie saoudite et de la Russie», rappellent les analystes, ce qui maintient les prix à un haut niveau. La semaine dernière, les deux poids lourds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+) ont en effet annoncé la prolongation de leurs coupes de produc-

tion et d'exportations de brut jusqu'à la fin de l'année. Pour sa part, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) entrevoit un pic de la demande pour l'ensemble des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) "dans les prochaines années" de la décennie, a affirmé mardi le directeur exécutif de l'institution de l'OCDE, Fatih Birol, sur la base de nouvelles projections. «Même sans aucune nouvelle politique climatique, la demande pour chacun des trois combustibles fossiles devrait atteindre un sommet dans les années à venir», a indiqué Fatih Birol dans une tribune publiée par le Financial Times, en assurant que «c'est la première fois qu'un pic de demande est visible pour chacun de ces carburants au cours de la décennie», et plus tôt que prévu par de «nombreux personnes». Ces nouvelles perspectives

sont basées sur de nouvelles projections du prochain rapport annuel 2023 de l'AIE attendu le mois prochain. Jusqu'ici l'AIE, basée à Paris, anticipait un pic de la demande globale du pétrole avant la fin de la décennie, mais elle inclut désormais, outre le charbon, le gaz naturel. L'AIE estimait que la demande mondiale de pétrole allait continuer d'augmenter, mais que la croissance de celle-ci «devrait significativement ralentir d'ici 2028», à la faveur de l'essor de la voiture électrique, selon son rapport 2023 sur cette énergie fossile, vision à cinq ans du marché, publié en juin dernier. Dans son précédent rapport "World Energy Outlook" de 2022, l'AIE voyait «la demande mondiale de pétrole rebondir malgré des prix élevés, culminer et se stabiliser après 2035». Ces prévisions ne peuvent être que bénéfiques pour les pays exportateurs de pétrole, dont l'Algérie.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

Près de 6 milliards d'euros en six mois

Les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie ont connu une hausse de 17,6 %, atteignant ainsi un total de près de 6 milliards (5,8) d'euros, durant le premier semestre de l'année 2023. Cette croissance s'explique par divers facteurs, notamment l'augmentation des importations françaises de biens en provenance de l'Algérie, qui ont augmenté de 23% pour atteindre 3,6 milliards d'euros, selon les données des douanes françaises, contenues dans une publication partagée par Business France Algérie. En effet, les importations fran-

çaises ont été principalement stimulées par les achats d'hydrocarbures, qui ont enregistré une augmentation spectaculaire de 35,1%, atteignant 2,9 milliards d'euros. Ces importations se composent principalement de gaz naturel, représentant 49,9% du total des importations d'hydrocarbures, avec une augmentation impressionnante de 92,1% et atteignant 1,5 milliard d'euros. Les importations de pétrole brut ont également augmenté, bien que de manière plus modérée, atteignant 904 millions d'euros, soit une hausse de 3,2%. Les produits issus du raffinage

du pétrole ont également contribué à cette croissance, enregistrant une augmentation de 9,6% pour atteindre 407 millions d'euros. D'un autre côté, les exportations françaises vers l'Algérie ont également contribué à ces échanges commerciaux dynamiques. Les exportations françaises vers l'Algérie ont augmenté de 18,8% par rapport au premier semestre 2022, atteignant 2,2 milliards d'euros. Les produits industriels représentent le principal poste d'exportation, représentant 42% du total des exportations vers l'Algérie. Ils ont connu une aug-

mentation significative de 50% par rapport à la même période en 2022. Les ventes d'équipements mécaniques, qui constituent le deuxième poste d'exportation, ont augmenté de 27,8%, atteignant 479 millions d'euros (contre 375 millions d'euros au premier semestre 2022). Les matériels de transport, le troisième poste d'exportation, ont également enregistré une hausse, atteignant 386 millions d'euros, soit une augmentation de 9% par rapport au premier semestre 2022.

Synthèse S R.

FINANCES

L'Algérie préside la réunion du groupe de travail d'AFROSAI

L'Algérie a présidé la réunion du groupe de travail de l'Organisation Africaine des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI) sur l'indépendance de ces institutions, dont les travaux ont débuté ce mardi à Alger. Dans une allocution à l'entame de la rencontre, le président de la Cour des comptes Abdelkader Benmaarouf a mis en avant « l'importance particulière » de cette réunion qui constitue « un cadre favorable pour discuter des questions liées à l'indépendance des institutions supérieures de contrôle (ISC) africaines, en sus des approches stratégiques devant renforcer l'indépendance de ces institu-

tions ». Entre autres objectifs de cette réunion, M. Benmaarouf a cité l'échange de connaissances et d'expertises et la définition d'une approche proactive et ambitieuse pour raffermir l'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances africaines. De son côté, la Secrétaire générale des affaires stratégiques et du développement auprès de l'organisation AFROSAI, Félicité Zobo, a assuré que cette réunion qui durera 4 jours s'inscrit dans le cadre du plan annuel de l'organisation, visant à engager une approche efficace, garantissant la souveraineté des instance supérieures de contrôle dans les pays africains.

Elle a précisé que les défis qui se posent face à l'autonomie des Cours des comptes dans le continent, résident essentiellement dans la caducité des textes législatifs régissant le contrôle des finances publiques, ainsi que dans la vacation des postes au sein de ces instances, se disant optimiste quant à la pertinence de ces réunions dans l'application de mesures palpables pour assoir la souveraineté des Cours des comptes, ainsi que dans l'établissement d'une feuille de route garantissant une approche régionale allant dans ce sens, et qui puisse permettre l'échange d'expertise entre pays.

R E.

PRÉSIDENTCE

Tebboune préside un Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, hier mardi, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, ainsi que des exposés sur la rentrée scolaire et universitaire, le suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national, outre des décisions importantes relatives aux préoccupations des citoyens, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, ainsi que des exposés sur la rentrée scolaire et universitaire, le suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national, outre des décisions importantes relatives aux préoccupations des citoyens", lit-on dans le communiqué.

AIR ALGÉRIE

Renforcement des vols de et vers les aéroports du Sud du pays

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a augmenté le nombre de ses vols de et vers les aéroports du Sud du pays pour répondre à une "forte demande" constatée ces derniers jours, a indiqué mardi un responsable de la compagnie. "Nombre de passagers munis de billets ouverts sur les lignes du Sud du pays ont formulé le souhait de prendre l'avion en cette période de rentrée sociale. Air Algérie a donc pris rapidement l'initiative d'augmenter la capacité de transport sur ces lignes durant cette période de forte demande", a expliqué à l'APS le porte-parole de la compagnie, Amine Andaloussi. Ainsi, pour accompagner ses clients, notamment les citoyens des wilayas du Sud du pays, Air Algérie a programmé plusieurs vols supplémentaires durant cette période, de et vers ces wilayas, assure le responsable, soulignant également la mobilisation d'appareils d'une plus grande capacité, des Boeing 737 NG, dont la capacité peut aller jusqu'à 150 passagers. "Un nombre important de voyageurs s'est inscrit ces derniers jours sur les listes d'attente de la compagnie pour bénéficier d'une place. Air Algérie a été très réactive pour répondre à cette demande", a ajouté M. Andaloussi, rappelant que "le but de la compagnie est d'accompagner les citoyens en leur offrant un service public de qualité, notamment en réduisant leur attente".

FOIRE AGRICOLE ET
ARTISANALE D'AIT BOUADDOU

80 participants
prennent part
à la 2^e édition

Au total 80 participants, entre agriculteurs et artisans, animent la 2e édition de la Foire agricole et artisanale, ouverte mardi à l'école primaire Messaoudi-Arab de la commune d'Ait Bouaddou (daïra de Ouadhias), à une quarantaine de kilomètres au Sud de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs.

Organisée par l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ait Bouaddou, cette manifestation, qui s'étalera sur trois jours, vise à promouvoir les produits du terroir, agricoles et artisanaux ainsi que le savoir-faire ancien, a indiqué à l'APS, le président d'APC, Slimane Bouaziz.

"Revaloriser les produits du terroir pour donner une réelle dynamique au tourisme de montagne" est la finalité derrière le lancement de cette manifestation depuis l'année passée (la première édition ayant eu lieu à la même période de l'an dernier), a souligné le premier responsable élu de cette commune de montagne qui jouit d'un important potentiel touristique, paysager, agricole, artisanale, culturel et autres, que l'APC ambitionne de promouvoir, d'ou l'organisation de cette Foire.

Différents produits de l'agriculture maraîchère et de l'arboriculture fruitière ainsi que de l'artisanat, sont exposés par les participants issus des wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaia, Djelfa, Oum El Bouaghi, Sétif et Tlemcen. Outre l'exposition-vente des produits du terroir, des ateliers sur les activités génératrices de revenus, sur le greffage (un métier ancestral jadis largement maîtrisé vu son importance dans l'activité arboricole fruitière), un panel de discussion sur le développement et l'animation du territoire et un concours du meilleur exposant, sont au menu de cette deuxième édition qui sera clôturée jeudi prochain.

COOPÉRATION ALGÉRO-SÉNÉGALAISE

Signature de 13 accords
et contrats commerciaux

Treize (13) accords et contrats commerciaux ont été signés, lundi à Alger, entre des opérateurs algériens et sénégalais dans divers secteurs, à l'initiative de l'Organisation algérienne de commerce et de l'investissement social (OACIS) et en présence de l'ambassadeur du Sénégal à Alger.

Par R E.

Ces accords et contrats commerciaux ont été conclus dans les domaines de l'industrie, dans les filières de sécurité industrielle, des matériaux de construction, de l'industrie cosmétique, ainsi que dans le domaine agricole, les détergents de nettoyage et le mobilier scolaire, à l'issue de visites de terrain effectuées par des opérateurs sénégalais opérant dans diverses spécialités.

Au terme de ces accords commerciaux, la partie algérienne entame une première livraison de divers produits, objets de contrats, aux opérateurs sénégalais et les deux parties s'engagent dans "un partenariat stratégique au service de leurs intérêts communs".

Au cours de la même cérémonie, l'OACIS, représentée par son président, Djaber Bensdira et l'Union des prestataires, des industriels et des commerçants sénégalais (UPIC), représentée par son secrétaire général, Djibrilou Ba ont signé une convention de coopération, axée sur

l'accompagnement des opérateurs économiques des deux pays, l'échange des expériences et l'organisation des formations techniques sur des thèmes précis, l'électroménager et la transformation des produits halieutiques notamment. En marge de cette cérémonie, l'ambassadeur du Sénégal à Alger, Serge Dieye s'est félicité de ces accords commerciaux, les qualifiant d'"extrêmement importants" dans le renforcement des relations économiques bilatérales.

Il a dans ce sens ajouté que sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue sénégalais, M. Macky Sall, plusieurs actions de coopération sur les plans aussi bien politique qu'économique ont été entreprises pour consolider les liens entre les deux pays. Il a cité entre autres la prochaine ouverture de la banque algérienne à Dakar et le showroom des produits algériens, outre le lancement de la ligne maritime commerciale Algérie-Sénégal et le renforcement des

dessertes aériennes d'Air Algérie vers Dakar. Le diplomate a, par ailleurs, assuré que le volume d'échange entre les deux pays qui ne dépasse pas 20 millions de dollars ne reflète pas leurs capacités, affirmant que l'objectif des deux parties est de tripler ce volume d'échange dans les deux ans à venir.

De son côté, M. Bensdira a mis en avant les avantages qu'offre la loi sur les investissements aux opérateurs économiques en quête de marchés étrangers et énuméré auprès des opérateurs présents les différents formules et facilitations proposées, notamment la subvention à hauteur de 50% du coût de transport, l'accompagnement à travers les différentes étapes du processus de l'exportation et les avantages fiscaux.

Il a dans le même volet indiqué que l'OACIS organise en décembre prochain une visite au Sénégal, au profit de patrons de 50 entreprises algériennes activant dans 15 filières pour s'enquérir des opportunités d'échanges commerciaux.

SOUTIEN DU G20 À L'ACCÉLÉRATEUR MONDIAL POUR L'EMPLOI ET LA PROTECTION SOCIALE

L'OIT se félicite

Le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Gilbert F. Houngbo, s'est félicité dimanche à New Delhi, du soutien des dirigeants du G20 à l'Accélérateur mondial des Nations unies pour l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes.

"Je salue chaleureusement le soutien du G20 à l'Accélérateur mondial et son potentiel de changement et d'amélioration de la vie professionnelle pour des centaines de millions de personnes. La création du groupe de travail sur l'autonomisation des femmes est également une avancée historique", a déclaré M. Houngbo, selon le site officiel de l'OIT. Dans leur déclaration finale, les dirigeants du G20 se sont engagés à "soutenir les progrès dans la mise en œuvre" de l'Accélérateur mondial des Nations unies, une initiative onusienne menée par l'OIT qui vise à rassembler les Etats membres des Nations unies et un large éventail de partenaires des secteurs public et privé pour aider à créer quelque 400 millions d'emplois décents et étendre la couverture de la protection sociale aux quatre milliards de personnes

qui en sont actuellement exclues. Les dirigeants présents à New Delhi ont aussi décidé de créer un nouveau groupe de travail sur l'autonomisation des femmes. Ils ont réaffirmé l'importance de l'égalité des genres et d'une "participation pleine, égale, effective et significative des femmes à l'économie en tant que décideurs", ajoutant qu'un tel investissement "a un effet multiplicateur dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030".

"Les dirigeants du G20 ont progressé sur certaines des questions les plus cruciales concernant l'avenir du travail, auxquelles nous sommes confrontés si nous voulons construire un avenir durable et équitable. Nous devons poursuivre sur cette lancée, en particulier lors du sommet des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui se tiendra dans le courant du mois", a-t-il poursuivi.

Après deux jours de discussions, les dirigeants du G20 se sont engagés à promouvoir un emploi durable, de qualité, sain, sûr et rémunérateur, à combler les lacunes en matière de compétences et à garantir des politiques de protection

sociale inclusives, adéquates et financées de manière durable. Ils ont approuvé un ensemble de priorités politiques pour "une protection sociale adéquate et durable et un travail décent pour les travailleurs itinérants et les travailleurs des plateformes".

La déclaration comprend également des engagements pour promouvoir une migration bien gérée, accroître les efforts pour éliminer le travail des enfants et le travail forcé dans les chaînes de valeur mondiales, soutenir l'emploi des jeunes et encourager les compétences pour un développement économique durable et inclusif - y compris l'extension de la couverture des bases de données OIT/OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur les compétences pour l'emploi aux pays du G20. S'exprimant lors du sommet, M. Houngbo a souligné que des réponses politiques efficaces au changement climatique devaient permettre d'atteindre à la fois les objectifs climatiques et la création d'emplois décents. "Si nous ne reconnaissons pas ces enjeux, un contrecoup social pourrait rendre la

transition encore plus difficile. Il est essentiel que nous parvenions à une transition juste (...) qui transforme l'économie de manière équitable et inclusive et qui ne laisse personne de côté", a-t-il déclaré, ajoutant que cela nécessiterait trois choses : un dialogue social efficace et inclusif, de nouvelles stratégies de financement pour la protection sociale et la création d'emplois décents. M. Houngbo a également abordé la question de l'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur le marché du travail. "L'IA accroît la nécessité d'investir dans la formation des personnes, a-t-il déclaré. Elle accroît également la nécessité de renforcer les protections et l'emploi des travailleurs de l'économie de plateforme. Les gains de productivité dus à l'IA devront être partagés par tous, afin de promouvoir le développement de la société dans le sens d'une plus grande justice sociale." Le sommet des dirigeants du G20 s'est tenu à New Delhi, en Inde, samedi et dimanche sur le thème "Une terre, une famille, un avenir".

AGRICULTURE

L'OAIDA s'engage à renforcer ses investissements en Algérie

Si notre sécurité alimentaire est un point nodal des actions du gouvernement, il n'en demeure pas moins pour autant, que les activités agricoles ont besoin d'investissements et des expériences des autres. C'est dans cette optique que le ministre des Finances a reçu lundi en audience, le président de l'Organisme Arabe pour l'Investissement et le Développement Agricole (OAIDA), Mohamed Ben Oubeid Al-Mazroui, à la tête d'une délégation de son institution, indique un communiqué du ministère.

Par Reda Hadi

Selon la même source, cette rencontre a constitué une occasion pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'OAIDA, en vue notamment de "stimuler l'investissement agricole et accompagner la dynamique déjà enclenchée par notre pays en matière de diversification". Les deux parties ont profité de cette rencontre pour rechercher les voies et moyens de stimuler "l'investissement agricole et accompagner la dynamique déjà enclenchée par notre pays en vue de la diversification économique", est-il noté dans le communiqué du ministère des finances. Lors de son intervention, le ministre des finances a souligné la grande importance accordée par l'Algérie au développement au secteur de l'agriculture, un secteur stratégique s'il en est, notamment dans le contexte mondial actuel caractérisé par des perturbations récurrentes en matière d'approvisionnement de certains produits alimentaires de base, conduisant certains pays au bord de l'insécurité alimentaire. Poursuivant son discours, le ministre des finances a appelé l'OAIDA à consentir "plus d'efforts pour appuyer le développe-

ment du secteur agricole dans les pays arabes, notamment en Algérie, pays qui s'est engagée dans un processus d'amélioration de son climat d'affaires par la révision du cadre légal régissant le foncier agricole et industriel ainsi que celui de l'investissement", offrant ainsi des facilitations certaines et un cadre de travail sécurisé pour les investisseurs nationaux et étrangers. Dans le même cadre, notre ministre a appelé l'OAIDA à accompagner de manière plus renforcée son appui en termes de transfert de savoir et de capacités afin de permettre aux agriculteurs algériens de s'imprégner des meilleures pratiques internationales en production agricole. Après avoir salué l'Algérie pour ses efforts afin d'asseoir les base d'une croissance agricole durable, le président de l'OAIDA a rappelé l'engagement de l'organisme qu'il dirige pour accompagner "cet élan d'amélioration du secteur agricole à travers le renforcement des investissements de son institution en Algérie". Dans le même cadre, M. Faid a appelé l'OAIDA à accompagner de manière plus renforcée son appui en termes de transfert de savoir et de capacités afin de permettre aux agriculteurs algériens de s'imprégner des meilleures pratiques in-

ternationales en production agricole. Après avoir salué l'Algérie pour ses efforts afin d'asseoir les base d'une croissance agricole durable, le président de l'OAIDA a rappelé l'engagement de l'organisme qu'il dirige pour accompagner "cet élan d'amélioration du secteur agricole à travers le renforcement des investissements de son institution en Algérie". Créé en 1976, l'OAIDA est un organisme financier arabe avec pour mission de soutenir le développement agricole dans les pays arabes par l'appui aux sociétés actives dans le domaine. L'organisme possède une expérience très étendue dans le secteur de l'investissement agricole et celui de la transformation. Les sociétés candidates à cet appui doivent activer dans les domaines principaux de la production animale, la production végétale, les industries agro-alimentaires et les services agricoles. Afin de réaliser des bénéfices élevés pour les actionnaires, l'OAIDA veille à ce que les entreprises soient constituées selon des critères d'investissement professionnels, lesquels relèvent de quatre secteurs principaux, à savoir : la production animale, la production végétale, les industries agro-alimentaires et les services agricoles.

MOSTAGANEM

2^{es} Journées nationales médico-chirurgicales mercredi

La Faculté de médecine de l'Université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem abritera à partir de mercredi les 2^{èmes} Journées nationales médico-chirurgicales, auxquelles prendront part environ 150 chirurgiens et chercheurs dans divers domaines médicaux, a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation scientifique verra la participation d'environ 150 chirurgiens et chercheurs de dix universités de différentes régions du pays à travers une quarantaine de communications orales et une centaine affichées, a indiqué le président du comité d'organisation, Pr Benkada Mohamed Benamar. La rencontre, à laquelle prendront part également des médecins de plusieurs centres hospitalo-universitaires et établissements hospitaliers, vise à échanger les connaissances et expériences entre chirurgiens de différentes facultés de médecine et à faire connaître les derniers développements liés à la formation médicale, notamment dans les domaines de la neurochirurgie, médecine interne, orthopédie et urgences médico-chirurgicales. Le programme de cette manifestation scientifique comprend l'organisation d'ateliers mercredi et de conférences jeudi, qui aborderont l'oncologie et les maladies chroniques comme le diabète, la tension artérielle, les urgences médico-chirurgicales, avec la participation d'environ 300 étudiants en médecine de diverses universités. Initiées par la faculté de médecine de l'université de Mostaganem, ces journées nationales médico-chirurgicales sont enfin organisées pour une deuxième édition après plusieurs reports dans les années écoulées en raison de la pandémie du Covid-19.

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE CÉRÉALIÈRE 2023-2028

Ce que prévoit le Plan stratégique

Synthèse Slimane T.

Une rencontre consacrée à la présentation du Plan stratégique pour le développement de la filière céréalière 2023-2028 a eu lieu, avant-hier lundi, à l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA), en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohammed Abdelhafid Henni. Ce plan ambitionne d'investir dans le sud, comme dans le nord du pays. « Dans le nord, le plan prévoit d'augmenter les rendements des céréalières de 20 à 30 q/ha. Dans le sud, il s'agit d'augmenter les superficies des terres cultivées à 1 million d'hectares à moyen terme », a dévoilé, hier mardi, le Pr Tarik Hartani, Coordinateur du comité de réflexion pour le développement des céréales en Algérie et directeur général de ENSA. Pour parvenir à cet objectif, de nombreux aspects rentrent en compte. « L'aspect matériel en agriculture est important. Nous savons que la tendance actuelle est la raréfaction de la main-d'œuvre agricole, mais la solution se trouve aussi dans un matériel agricole performant et des technologies innovantes », explique M. Hartani qui s'exprimait, hier, à l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio al-

gérienne. Autre aspect pour développer cette filière, l'incontournable ressource hydrique. « Il faut valoriser tous les points d'eau, notamment les 500 retenues colinaires, pour parvenir à produire les 3 millions de tonnes de blé que l'on ambitionne », fait remarquer le Pr Hartani. Si l'augmentation de la productivité est un défi majeur, elle doit être accompagnée par un travail de fond susceptible de la faire durer dans le temps. Il s'agit, selon le spécialiste, de la diversification des semences. « La qualité des semences constituent l'objet de recherche de plusieurs laboratoires. Beaucoup de chercheurs sont parvenus à conférer aux semences des propriétés de tolérance par rapport aux aléas climatiques, parce que les variétés locales, comme nous le savons, ne peuvent pas être productives, d'où l'importance du rôle de la biotechnologie », analyse le Pr Hartani. Il est à noter que les grandes lignes du Schéma stratégique de développement de la production céréalière en Algérie "octobre 2023-2028" pour réunir toutes les conditions nécessaires à atteindre l'autosuffisance en ces produits, ont été annoncées lundi à Alger. Ce schéma, élaboré par une commission multisectorielle, composée de chercheurs, d'experts et de responsables re-

présentant les secteurs de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Industrie, de l'Energie, de l'Hydraulique et des Transports, est mis en place pour déterminer les raisons d'instabilité de la production céréalière, notamment le blé tendre, et d'y remédier. Le schéma a été exposé à l'Ecole nationale supérieure d'Agronomie (ENSA), en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Pour M. Tarek Hartani, le Directeur de l'ENSA, cette stratégie est basée sur l'exploitation des résultats des recherches et des études techniques réalisées en Algérie, portant sur le sol et le climat afin de déterminer les endroits appropriés à la culture du blé dur et du blé tendre, de l'orge et de l'avoine, en prenant compte la qualité des semences. En revanche, l'intervenant a mis en exergue l'impératif d'"interdire la culture de blé dur sur les terres dédiées à la culture de blé tendre et d'orge et interdire la culture de blé tendre et d'orge sur les terres dédiées la plantation d'arbres fruitiers et au pâturage", appelant à prendre toutes les mesures pour stopper la dé-

gradation du sol dans le nord du pays, où se concentre la culture des céréales. Parmi les recommandations avancées par M. Hartani afin de développer le volet technique de la filière céréalière, la généralisation de l'élevage du bétail progressivement au niveau des terres dédiées à la culture des céréales dans le nord et le sud du pays, ce qui améliorerait la fertilité du sol. Il a également été proposé de convertir l'une des fermes pilotes en un centre de recherche national dédié à l'agriculture pluviale, placé sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en coordination avec un pays ayant une expérience dans le domaine des céréales. Le plan stratégique de développement de la production céréalière prévoit le lancement "d'un projet national visant à convertir les terres incultes, couvrant près de 2,5 millions d'hectares sur une période de dix ans, pour la production d'autres récoltes, telles que les céréales, avec la consécration d'espaces pour les récoltes industrielles", selon M. Hartani. Dans l'objectif d'améliorer la production de blé à l'hectare, le plan prévoit également "la mise en place d'une politique de qualité dans la production de blé à partir de 2024 pour encourager les bonnes pratiques dans la filière céréalière".

INSTRUCTION PUBLIQUE ET FORMATION DES ADULTES À MILA

Eradiquer l'analphabétisme par la sensibilisation

L'annexe de l'Office National d'Alphabétisation et d'Enseignement des Adultes (ONAEA) de la wilaya de Mila vient de lancer son opération annuelle de sensibilisation au profit de la population d'analphabètes de la région.

Le directeur de cet organisme, Nouar Zouaghi, a indiqué avant-hier, dimanche 10 septembre, à L'Est Républicain, que l'opération est lancée depuis le mardi 5 septembre et se poursuivra jusqu'à la rentrée des classes d'alphabétisation, prévue le 1er octobre prochain. « Notre objectif est d'atteindre le maximum de la population ciblée. Aussi, nous appelons toutes celles et tous ceux qui désireraient apprendre à lire et à écrire, ou à améliorer leur niveau d'instruction s'ils maîtrisent déjà ces deux compétences, à se rapprocher de nos enseignants dans leurs communes respectives pour s'inscrire à nos cours », dira-t-il. Notre interlocuteur rappelle, dans ce sillage, que l'annexe de l'ONAEA à Mila couvre actuellement 27 des 32 communes de la wilaya. « Nous couvrons 27 communes et nous disposons d'un important réseau de salles de classe fonctionnelles dans les écoles primaires, les mosquées, les sièges de l'association Ikra, les maisons de jeunes et certains Collèges d'Enseignement Moyen (CEM) », ajoute-t-il. Il précisera que son organisme, placé sous la tutelle du ministère de l'Education nationale, s'occupe exclusivement de l'instruction des personnes analphabètes et de celles qui ont un niveau scolaire de l'école primaire. « Grâce à l'enseignement dispensé par notre annexe, beaucoup d'élèves ont pu renouer avec l'enseignement et ils poursuivent correctement leurs études par correspondance actuellement. Les apprenants qui arrivent à passer avec succès les trois niveaux d'enseignement que nous dispensons auront le droit à s'inscrire en première année moyenne à distance et auront ainsi l'occasion d'aller aussi loin que possible dans leurs études. C'est une opportunité réelle de formation. En outre, les élèves âgés de moins de 17 ans, s'ils réussissent, ils auront le droit à l'intégration dans les CEM », explique le même responsable.

FORMATION PROFESSIONNELLE À BLIDA

Plus de 8.000 postes pour la prochaine session

Une offre de 8.377 postes de formation est assurée par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Blida, au titre de la session du mois de septembre courant, a-t-on appris, de la direction du secteur.

« Ces postes de formation sont mis à la disposition des jeunes souhaitant apprendre un métier ou une profession qui leur permettra d'intégrer le monde du travail », a indiqué à l'APS la directrice locale de la formation et de l'enseignement professionnels, Halima Meziani. L'offre de formation pour la session de septembre est répartie sur 132 spécialités relevant de 19 filières professionnelles et 360 sections, a ajouté la même responsable, précisant que son secteur œuvre à la couverture des besoins économiques et sociaux par la diversification de l'offre dans tous les modes de formation, suivant les exigences du marché local du travail. Mme Meziani a aussi fait part de l'enregistrement de plus de 2.000 inscrits dans dif-

férents modes de formation depuis le début des inscriptions en juillet dernier. « Les inscriptions se poursuivront jusqu'à la fin du mois en cours pour permettre au plus grand nombre possible de jeunes, qui n'ont pas eu la chance de poursuivre leur cursus scolaire, de bénéficier d'une formation », a-t-elle expliqué. Un stand a d'ailleurs été ouvert à cet effet à la foire de vente des fournitures scolaires, abritée depuis quelques jours par le parking du complexe « Mustapha Tchaker », afin de sensibiliser les jeunes sur l'importance d'opter pour une formation professionnelle, tout en les informant sur les différentes spécialités assurées par le secteur. Mme Meziani a, ainsi, fait cas de l'ouverture de 10 nouvelles spécialités, au titre de la prochaine rentrée, parmi lesquelles « la chaudronnerie industrielle », exploitée dans le secteur du BTPH, une spécialité

ouverte pour répondre à la demande exprimée en la matière par l'Entreprise nationale de charpente et de Chaudronnerie (ENCC). A cela, s'ajoute l'ouverture des spécialités des « Routes et réseaux divers » à l'Institut du bâtiment et des travaux publics, la « Numérisation » à l'Institut des arts et d'industrie graphique, et « Administration et sécurité des réseaux informatiques » à l'Institut de Boufarik, l'Institut national spécialisé en formation professionnelle de Bougara a introduit, pour sa part, une nouvelle spécialité en « Technique de gestion et d'administration », en plus d'autres offres de formation en agriculture et élevage. A noter que le secteur de la formation professionnelle de Blida compte 39 établissements, entre centres de formation et instituts d'enseignement, en plus de 15 établissements de formation privés.

KHENCHELA

Réception de la pelouse synthétique du stade Hammam-Amar

Le projet portant sur le revêtement du terrain du stade Hammam-Amar de Khenchela en gazon synthétique vient d'être réceptionné, a affirmé lundi le directeur de la jeunesse et des sports (DJS). Ce responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'entreprise en charge de la première phase des travaux de réhabilitation de cette infrastructure sportive a livré la pelouse synthétique (première partie du projet de réhabilitation de l'enceinte), ce qui permettra à l'USM Khen-

chela (ligue 1 Mobilis de football) de recevoir ses adversaires sur son stade fétiche durant la saison 2023-2024. C'est sur ce terrain tout neuf que l'USMK recevra l'ES Sétif, vendredi prochain, pour le compte de la première journée du championnat national de football, a encore indiqué M. Zouaoui, ajoutant que la DJS a fait, en parallèle, l'acquisition de 6.000 sièges qui seront très prochainement fixées sur les gradins du stade. Le même responsable a par

ailleurs fait savoir que la troisième tranche du projet de réhabilitation du stade donnera lieu à la réfection de l'éclairage. Une opération qui ne reste tributaire que de la formalisation des procédures réglementaires précédant l'établissement d'un marché, ce qui permettra de lancer les travaux en octobre prochain "au plus tard". Le DJS a également précisé, dans ce contexte, qu'une enveloppe financière de 160 millions de dinars a été allouée à la réalisation du projet de réhabilitation du stade Hammam-Amar qui

consiste dans le revêtement du terrain, la fixation des sièges et la réfection de l'éclairage. Pour rappel, l'autre stade de la ville (complexe omnisports Ali-Nemer) est également, depuis peu, en cours de réhabilitation. Une action financée à hauteur de 143 millions de dinars et qui donnera lieu à la pose d'une pelouse synthétique sur le terrain de football, à la réhabilitation de la piste d'athlétisme, à la construction d'une cabine de presse et au réaménagement des vestiaires.

CAMPAGNE DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES À EL TARF

Le mouvement associatif en force

La campagne nationale de nettoyage et d'embellissement des établissements des secteurs de l'éducation de la formation professionnelle et de leur environnement, entamée vendredi en prévision de la rentrée scolaire, a été marquée samedi hier à El-Tarf par une participation remarquable du mouvement associatif. Rabah Mansouri, président de la Fédération des associations de parents d'élèves d'El-Tarf, a salué la large participation des parents d'élèves et des différentes associations locales à cette campagne. Une participation active qui démontre, selon lui, un « sens élevé de la citoyenneté positive et un haut degré de civisme ». M. Mansouri a rappelé que cette campagne menée à l'échelle nationale cible l'ensemble des établissements scolaires et de formation profes-

sionnelle de la wilaya d'El-Tarf qui seront ravalés, nettoyés en profondeur, embellis et décorés en même temps que le traitement de leur environnement immédiat. Il a également indiqué que parallèlement à cette opération, une campagne de sensibilisation sera lancée à partir de dimanche, avec pour mot d'ordre « Mon école, mon avenir », avec la contribution des directeurs des établissements scolaires et de plus de 190 associations locales de parents d'élèves dans le but de préserver l'environnement et d'offrir un cadre de scolarisation agréable aux élèves. Dans le même contexte, un membre de l'association « Olympique des lions d'El Kala », Seddik Amine, participant actif à la cette campagne, s'est félicité de l'interaction des citoyens avec cette initiative nationale, avant de souligner que les établisse-

ments scolaires et de formation ont un besoin urgent de telles actions qui « nourrissent le sentiment d'appartenance à une société homogène et traduisent un sens élevé de la citoyenneté, tout en diffusant les valeurs d'entraide et de solidarité ». Le chef du service de la préservation de la biodiversité à la direction de wilaya de l'environnement, Nadir Klaiya, a souligné que l'opération, qui vise tous les établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement et les centres et instituts de formation professionnelle, concerne également l'université Chadli-Bendjedid, au chef-lieu de wilaya. Ce cadre a ajouté que tous les moyens humains et matériels ont été déployés pour assurer le succès de la campagne, à l'image de la mobilisation de 5 camions de gros tonnage et plus de 70 travailleurs du centre

d'effoulement technique et autres structures, auxquels se sont associés diverses associations locales activant dans le domaine de l'environnement. Dans la commune de Berrihane, une importante opération de nettoyage du périmètre extérieur des établissements scolaires, l'aménagement des préaux et des cours d'écoles, la peinture des façades et des salles de classe, l'installation de nouveaux réservoirs d'eau et de bennes pour la collecte des déchets, est « entièrement achevée », a affirmé le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Hakim Drissi. Les wilayas d'Ouled Djellal, d'Oum El Bouaghi et de Khenchela ont été le théâtre d'opérations similaires dans le cadre de cette vaste campagne nationale.

SEMI-CONDUCTEURS

Le blocus américain contre la Chine est une déclaration de guerre économique

L'administration Biden pense pouvoir préserver la primauté technologique de l'Amérique en empêchant la Chine d'accéder aux puces informatiques de pointe. Ce plan [appelé bouclier de silicium par un journaliste, NdT] pourrait-il se retourner contre elle ?

2^e partie

Alex W. Palmer

Sans accès aux semi-conducteurs, aux logiciels et à d'autres fournitures essentielles en provenance des États-Unis, Huawei, le plus grand producteur d'équipements de télécommunications au monde, se retrouvait dans une situation où il devait se battre pour survivre. « Les sanctions à l'encontre de Huawei ont immédiatement levé le voile », explique Matt Sheehan, chercheur au Carnegie Endowment for International Peace, qui étudie l'écosystème technologique chinois. « Les géants chinois de la technologie fonctionnent grâce à des puces fabriquées en Amérique ou dont les composants sont en grande partie américains. »

On a longtemps considéré la législation sur le contrôle des exportations comme un marigot archaïque poussiéreux, très éloigné de l'exercice réel du pouvoir américain. Mais après l'affaire Huawei, les États-Unis ont découvert que leur suprématie dans la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs constituait une riche source d'influence inexploitée. Trois entreprises, toutes situées aux États-Unis, dominent le marché des logiciels de conception de puces, utilisés pour agencer les milliards de transistors qui s'insèrent dans une nouvelle puce. Le marché des outils avancés de fabrication des puces est également fortement concentré, une poignée d'entreprises étant en mesure de revendiquer des monopoles réels concernant des machines ou des processus essentiels – et la quasi-totalité de ces entreprises sont américaines ou dépendent de composants américains. À chaque étape, la chaîne d'approvisionnement passe soit par les États-Unis, les alliés du traité américain ou Taïwan, et tous opèrent dans un écosystème dominé par les États-Unis. « Ça nous est tombé dessus par hasard, explique Sheehan. Nous avons commencé à utiliser ces armes avant même de savoir réellement comment les utiliser ».

En mai 2020, l'administration Trump a encore resserré les vis, cette fois-ci en assujettissant Huawei à une disposition précédemment restée confidentielle de la loi sur le contrôle des exportations, appelée « règle des produits étrangers directs » (FDPR). En vertu de celle-ci, les articles fabriqués à l'étranger sont soumis aux contrôles américains s'ils ont été produits à l'aide de technologies ou de logiciels américains. Il s'agit d'une interprétation radicale du pouvoir extraterritorial : même si un article est fabriqué et expédié en dehors des États-Unis, sans même jamais franchir les frontières du pays, et que le produit final ne contient aucun composant ou technologie d'origine américaine, il peut tout de même être considéré comme une marchandise américaine.

Dans le cas de Huawei, l'application de la règle ci-dessus (FDPR) impliquait que l'entreprise était virtuellement coupée du marché des semi-conducteurs. « Cette

règle soumettait tous les semi-conducteurs de la planète à la loi américaine, car toutes les fonderies de la planète utilisent, au moins en partie, des outils américains », explique Kevin Wolf, ancien secrétaire adjoint au commerce chargé de l'administration des exportations à la BIS. « Si vous avez un outil américain et 100 outils non américains dans votre fab, cela contamine toute plaquette de silicium qui sort de l'usine. »

En 2020, selon le cabinet d'analyse de marché Canalys, Huawei était le plus grand vendeur de smartphones au monde, avec une part de marché de 18 %, devançant même Apple et Samsung. Les revenus de Huawei ont chuté de près d'un tiers en 2021, et l'entreprise a vendu l'une de ses marques de smartphones pour tenter de se maintenir à flot. En 2022, sa part de marché était tombée à 2 %.

Les règles du 7 octobre sont la synthèse de tout ce que les décideurs politiques américains ont appris concernant le secteur des semi-conducteurs, les chaînes d'approvisionnement et la puissance américaine. Ces mesures ont été annoncées comme étant la « règle provisoire définitive », ce qui veut dire qu'elles sont immédiatement entrées en vigueur – une réaction directement liée à une faiblesse présumée dans les contrôles de Huawei. « Il y a eu un délai de préavis important avant l'entrée en vigueur de la règle Huawei, et les entreprises ont pris le temps de constituer des stocks », explique Peter Harrell, ancien directeur en chef du département de l'économie internationale au Conseil national de sécurité, qui a participé à l'élaboration des règles du 7 octobre. « Cette leçon tactique nous a appris que l'élément de surprise est indispensable. » Plus important encore, les États-Unis ont appris que le fait d'entraver une entreprise, quelle que soit sa taille, ne faisait que laisser la place à de nouveaux concurrents. Une approche plus globale se révélait donc nécessaire. « L'administration Trump a visé les entreprises, explique Allen, l'expert du CSIS. L'administration Biden elle, s'en prend au secteur d'activité. »

Les règles imposées vont plus loin dans la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs que toute autre mesure antérieure. La Chine se voyait interdire non seulement l'importation des puces les plus sophistiquées mais aussi l'acquisition des intrants nécessaires au développement de ses propres semi-conducteurs et superordinateurs de pointe, et même celle des composants, technologies et logiciels d'origine américaine susceptibles d'être utilisés pour produire des équipements de fabrication de semi-conducteurs qui permettraient, à terme, de construire ses propres fabs permettant la fabrication de ses propres puces. « Il s'agissait d'une stratégie totale », explique Wolf, l'ancien fonctionnaire de la BIS. Certains éléments étaient tout à fait nouveaux, telle la restriction d'activité « de toute personne américaine » – entreprises et citoyens, mais aussi détenteurs de cartes vertes et résidents permanents. À partir du 7 octobre, les personnes américaines ne sont plus autorisées à exercer une quelconque activité contribuant à la

production de semi-conducteurs de pointe en Chine, que ce soit en entretenant ou en réparant des équipements dans une usine chinoise, en prodiguant des conseils ou même en autorisant des livraisons à un fabricant chinois de semi-conducteurs.

La décision d'agir unilatéralement était un pari diplomatique. Bien que les États-Unis contrôlent un certain nombre de points d'entraînement clés dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, d'autres pays – en particulier Taïwan, le Japon et les Pays-Bas – dominent des secteurs tout aussi cruciaux du processus de fabrication. Si ces pays avaient maintenu leurs ventes à la Chine, les contrôles du 7 octobre auraient été rendus quasiment inutiles. Mais fin janvier, l'administration Biden a conclu un accord avec le Japon et les Pays-Bas, en vertu duquel ces pays appliqueraient des contrôles similaires sur les semi-conducteurs ou les équipements de fabrication de semi-conducteurs. Or, plusieurs mois auparavant, dès l'annonce des contrôles, Taïwan avait déjà signé l'accord. L'île est un mastodonte de la fabrication de puces : elle produit chaque année près des deux tiers des semi-conducteurs du monde, et plus de 90 % des semi-conducteurs les plus sophistiqués. Une grande partie de cette production est le fait d'une seule entreprise, TSMC, la société par actions la plus rentable de toute l'Asie et le fabricant de semi-conducteurs le plus perfectionné au monde. À elle seule, TSMC représente environ un tiers de l'ensemble du marché mondial de la fabrication de puces en sous-traitance. (À titre de comparaison, l'OPEP contrôle environ 40 % du marché mondial du pétrole)

Le rôle central de Taïwan dans la production mondiale de puces électroniques la rend indispensable aux États-Unis. Si les fabs de l'île étaient accaparées par la Chine ou mises hors service lors d'une invasion, les coûts pour l'économie mondiale seraient catastrophiques. La mainmise de Taïwan sur les puces est parfois qualifiée de « bouclier de silicium » : c'est le moyen de dissuasion le plus redoutable de l'île contre une attaque chinoise et la meilleure garantie d'une aide américaine en cas d'invasion chinoise.

Mais le partenariat entre les États-Unis et Taïwan n'est pas équitable. Alors même que Taïwan n'a pas d'égale quand il s'agit de fabrication de puces, elle ne récupère que moins de 10 % du marché mondial en termes de chiffre d'affaires. L'essentiel des ventes – soit 40 % en 2022 – va aux entreprises américaines qui délocalisent leur fabrication de puces à Taïwan, tout comme les créateurs de vêtements américains tirent leur bénéfice de la vente d'articles qui sont en fait cousus à l'étranger. D'un point de vue stratégique, les décideurs américains considèrent la dépendance des États-Unis à l'égard de Taïwan comme un risque inacceptable. Ils ont fait pression pour que TSMC construise davantage d'usines aux États-Unis, dans le cadre d'une stratégie plus large visant à localiser la fabrication de semi-conducteurs plus près des côtes américaines.

Taïwan n'a d'autre choix que d'obtempé-

rer, de peur de contrarier son allié le plus puissant et son principal fournisseur d'armes. Mais chaque mesure visant à éroder la prééminence de l'île la rend plus vulnérable. Dans le pire des cas, la mainmise sur les puces de Taïwan ne peut qu'inciter à davantage de destruction : certains commentateurs et théoriciens de guerre américains ont suggéré que si la Chine venait à envahir l'île, les États-Unis devraient détruire les usines de TSMC pour éviter qu'elles ne tombent sous le contrôle de la Chine.

L'un des problèmes liés au contrôle des flux mondiaux de semi-conducteurs est que ces derniers sont très petits, légers et ont une immense valeur. « Les contrebandiers adorent ce genre de choses », explique Allen. Mais la Chine a besoin de puces en grandes quantités pour alimenter d'énormes centres de données et des installations abritant des ordinateurs de pointe, ce qui rend leur acheminement particulièrement délicat. « Nous parlons ici d'immenses bâtiments qui ne se déplacent pas, explique Miller. C'est exactement la situation rêvée pour les services de renseignement américains ». La structure du marché constituera également un obstacle pour tous ceux qui tenteront de contourner les réglementations : le nombre d'entreprises capables de produire des puces de pointe est extrêmement limité, et le nombre d'acheteurs habitués à se fournir auprès d'elles est également restreint.

Mais le système de contrôle renforcé présente lui aussi des failles, que les entreprises chinoises s'emploient déjà à exploiter. En mars dernier, Inspur Group, un conglomérat chinois opérant dans le domaine des clouds informatiques et la fabrication de serveurs, a été ajouté à la liste des entités. Mais selon le Wall Street Journal, au moins l'une des filiales de l'entreprise n'a pas été répertoriée, ce qui a permis aux entreprises américaines d'effectuer sans aucune réserve des ventes à la filiale en question.

Les puces traversent également la Chine par des voies plus détournées. Le mois dernier, Reuters a fait état d'un commerce clandestin de puces haut de gamme en plein essor à Shenzhen, de nombreux détaillants se vantant de pouvoir fournir l'A100, une puissante puce fabriquée par la société américaine Nvidia. Le gouvernement américain n'a qu'une faible marge de manœuvre pour détecter et empêcher ce type de ventes de main à main : le BIS ne dispose que de trois agents en poste en Chine. Mais l'existence du marché clandestin a été, en fait, un premier signal de l'efficacité des contrôles. Selon les détaillants interrogés par Reuters, les puces n'étaient disponibles qu'en petites quantités, et provenaient peut-être de stocks expédiés en Chine avant l'entrée en vigueur de l'interdiction. « Cela démontre que les contrôles fonctionnent », m'a dit un cadre de l'industrie qui a requis l'anonymat afin de pouvoir donner une évaluation franche la politique américaine. « Les fabricants n'agiraient pas de la sorte si les puces circulaient librement. »

A suivre

INONDATIONS
EN LIBYE

**Au moins 2 000
morts et 10 000
disparus**

Tamer Ramadan, un responsable de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a déclaré que le nombre de morts est énorme et pourraient se compter en milliers dans les prochains jours. Au moins 2 000 personnes ont péri et 10 000 autres portées disparues dans les inondations provoquées par la tempête Daniel qui a frappé l'est de la Libye dimanche.

« Selon nos sources, 10 000 personnes sont portées disparues à la suite des inondations en Libye », a déclaré Tamer Ramadan, un responsable de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).

Dans son intervention en direct depuis Tunis lors d'un point de presse tenu par l'Onu à Genève, Ramadan a confirmé que « pas moins de 2 000 personnes ont péri pour le moment dans les inondations en Libye et ce bilan risque encore de s'alourdir ».

« Le nombre de morts est énorme et pourraient se compter en milliers dans les prochains jours, à mesure que les estimations des dégâts sur le terrain seront réalisées », a ajouté le responsable de la FICR.

Le bilan de la tempête Daniel, qui a touché l'est de la Libye dimanche, a dépassé la barre des 3 000 morts, tandis que des milliers de personnes sont portées disparues, a déclaré à Anadolu le ministre de la Santé du gouvernement nommé par la Chambre des représentants, Othman Abdel Jalil.

LE MINISTRE JORDANIEN DE L'INVESTISSEMENT DÉCLARE À QNA

«Les investissements qataris sont d'une grande importance pour la Jordanie»

Le ministre jordanien de l'Investissement, Mme Kholoud Al-Saqqaf, a affirmé l'importance des investissements qataris en Jordanie, en particulier dans les secteurs bancaire et énergétique.

Dans une déclaration à l'Agence de Presse de Qatar (QNA), Al-Saqqaf a expliqué qu'il existe actuellement des efforts intensifs pour communiquer avec les autorités concernées au Qatar afin d'étudier la possibilité d'augmenter les investissements qataris en Jordanie, à travers l'exposition des opportunités et des motivations d'investissement disponibles pour les hommes d'affaires qataris. Elle a indiqué que son ministère travaillait en harmonie avec la Vision de modernisation économique lancée par le gouvernement jordanien au mois de juillet de l'année précédente, et qui vise à attirer davantage d'investissements en Jordanie. En effet, l'État de Qatar est l'un des pays les plus importants qui investissent en Jordanie. Ses investissements y sont augmentés pour dépasser les 4,5 milliards de dollars, répartis entre l'immobilier, les hôtels, les services touristiques, les banques, la santé, l'énergie, en plus des secteurs industriels et les dérivés du pétrole. On cite également, dans ces investissements, 550 millions de dollars dans le secteur privé qatari, et 950 millions sur le marché fi-

nancier et la Bourse d'Amman, en plus du reste des investissements qui sont répartis sur une variété de secteurs. Les investissements qataris dans le secteur de l'énergie ont réalisé une expansion au cours des dernières années dans plusieurs domaines, notamment la Centrale électrique d'Amman-Est et le projet de production d'énergie solaire photovoltaïque (Projet Shams Ma'an) en exécution par "Nebras Power", un investissement qatari-japonais, couvrant une superficie de deux millions de mètres carrés. Dans le cadre du renforcement de la coopération économique et d'investissement entre le Qatar et la Jordanie, le secteur privé des deux pays veille à renforcer la coopération bilatérale dans divers secteurs d'activité. Les deux partis échangent régulièrement des visites afin de construire de véritables partenariats économiques qui reflètent la force des relations existant et qui répondent aux aspirations des deux peuples frères. Son Excellence Mme Kholoud Al-Saqqaf, Mme le ministre jordanien de l'Investissement, a indiqué les efforts fournis par son ministère visant à créer, en Jordanie, un environnement d'investissement attrayant

pour les investisseurs et les hommes d'affaires, où plusieurs initiatives ont été lancées, notamment l'achèvement du cadre législatif de la loi, en plus de règlements et d'instructions relatives à l'investissement. En plus, le ministère prépare la Stratégie de promotion des investissements, qui s'inscrit dans les plans de la Jordanie pour les dix prochaines années, dans le but d'atteindre un taux de croissance économique de 5,5% et la capacité de créer de nouvelles opportunités d'emploi pour un million de travailleurs. Mme le ministre a également noté, à la fin de sa déclaration à QNA, que le ministère de l'Investissement a lancé la plateforme "Invest in Jordan", qui fait partie de la Stratégie de Promotion des investissements. Elle renferme toutes les informations nécessaires et d'intérêt pour les investisseurs, y compris la législation régissant le processus d'investissement, les accords de libre-échange signés avec la Jordanie, en plus de la Carte d'investissement, indiquant que 21 opportunités d'investissement ont été lancées dans les articles de la plateforme avec un milliard de dinars jordaniens, axées sur les secteurs prioritaires pour la Jordanie.

ARABIE SAOUDITE-ÉTATS-UNIS

Vers l'investissement de 15 milliards de dollars dans le secteur minier africain

Les États-Unis négocient avec l'Arabie saoudite un accord pour investir dans l'exploitation minière en RDC, en Guinée et en Namibie. C'est ce qu'ont rapporté dimanche 10 septembre plusieurs médias américains, reprenant une information du Wall Street Journal. Selon des sources proches du dossier, le royaume saoudien soutiendrait l'une de ses entreprises pour un investissement

de 15 milliards de dollars destiné à acquérir des participations dans les mines situées dans les pays suscités. Les États-Unis pourraient ensuite acheter une partie de la production de ces mines contrôlées par l'Arabie saoudite. Si aucune source officielle n'a encore confirmé l'information, notons qu'une telle initiative s'inscrirait parfaitement dans l'agenda américain sur les minéraux verts en Afrique. Long-

temps resté en retrait dans le secteur minier africain, notamment par rapport à la Chine, l'Oncle Sam a entamé une offensive sur le continent ces derniers mois, afin de sécuriser le cuivre, le cobalt ou le lithium nécessaire à la réussite de sa transition énergétique. La semaine dernière, deux annonces ont d'ailleurs été faites en ce sens, en l'occurrence le soutien des États-Unis, en partenariat avec l'Union euro-

péenne, à l'extension du corridor de Lobito jusqu'en Zambie. Il s'agit d'un chemin de fer reliant les mines de cuivre et de cobalt du sud de la RDC au port de Lobito en Angola, en vue de leur exportation vers les marchés internationaux. De même, Washington a annoncé un prêt de 150 millions de dollars pour la plus grande mine de graphite d'Afrique, Balama au Mozambique.

TUNISIE

Renforcer la transparence des transactions économiques et financières

Le Registre national des entreprises (RNE), en partenariat avec l'Université de Tunis El Manar (UTM) et le Mécanisme mondial de l'UE pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GF-AML/CFT), a organisé, les 7 et 8 septembre courant, un colloque national sur la notion du «Bénéficiaire Effectif». Le Registre national des entreprises RNE a organisé, récemment à Tunis, un colloque national sur le «Bénéficiaire Effectif», en partenariat avec l'Université de Tunis, El Manar (UTM) et le mécanisme mondial de l'UE pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GF-AML/CFT). L'objectif de la rencontre étant

d'améliorer le climat des affaires et d'instaurer de la transparence des transactions économiques. Dans ce contexte, Sabah Romdhana, assistante à la faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, a déclaré que le but de ce colloque est de «renforcer la transparence des transactions économiques et financières au sujet des opérateurs économiques dont, entre autres, les constructions juridiques actives dans le domaine économique afin de les mettre à la disposition des structures de l'Etat concernées par ces informations. Le contexte de l'élaboration de la loi R.N.E est basé sur la numérisation et la transparence».

Sortir de la liste grise du Gafi
Romdhana a révélé également que «l'objectif effectif est de sortir de la liste grise du Gafi que nous avons intégré depuis 2017 et de renforcer la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent par une meilleure conformation aux directives du Gafi. Donc, la loi R.N.E. est née dans l'urgence économique et dans la fébrilité de se disculper de la suspicion du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme». Et d'ajouter que «Cinq années ou presque se sont écoulées depuis l'adoption de la loi 2018-52 relative au R.N.E et aucune construction juridique n'a, à ce jour, encore été identifiée et immatriculée et a fortiori

aucun bénéficiaire effectif de ces constructions n'a été identifié et porté comme tel sur le registre des B.E. Pourquoi ? Les raisons peuvent être diverses. Nous pouvons citer principalement l'absence d'un cadre juridique régissant les trusts, fiducie ou toute autre construction similaire en droit tunisien. La Tunisie n'est pas signataire de la convention de «LA HAYE» du 1er juillet 1985, relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance. L'immatriculation de la construction juridique au Registre de commerce n'est pas systématique. La complexité du montage de la fiducie ou du trust dans certaines hypothèses où des participations en chaînes sont réalisées».

PRINCIPAUX FOURNISSEURS EN CAFÉ DURABLE EN 2022

11 pays africains y figurent dont la Côte d'Ivoire et la RDC

Onze pays africains ont fourni du café durable aux huit principaux torréfacteurs mondiaux en 2022. L'Ouganda est entré dans le top 10 des pays fournisseurs de café durable, avec des entreprises comme Testo, Keurig Dr Pepper et Nestlé, leaders en achats responsables. Les achats de café durable par ces sociétés ont augmenté de 28,1% en 2022, représentant 73,7% de leurs achats totaux.

Onze pays africains figurent parmi les sources d'approvisionnement en café durable des huit principaux torréfacteurs et détaillants mondiaux en 2022, selon un rapport publié le 1er septembre par la Plateforme mondiale du café (Global Coffee Platform/ GCP), une association qui œuvre pour la promotion de la durabilité de l'industrie caféière à l'échelle planétaire. Intitulé « GCP Snapshot 2022-Sustainable Coffee Purchases », le rapport précise que les groupes Nestlé, JDE Peet's, Julius Meinl, Keurig Dr Pepper, Melitta Group, Supracafé, Tesco et Westrock Coffee Company se sont fournis en café produit dans des conditions durables sur le plan social, économique et environnemental auprès de 34 pays et territoires situés en Amérique latine, en Amérique du Nord, en Afrique, en Asie et en Océanie. En Afrique, les pays concernés sont le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Répu-

blique démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, le Zimbabwe et le Malawi qui a rejoint ce groupe en 2022. Le rapport révèle également que l'Ouganda fait son entrée dans le Top 10 des pays d'origine des achats de café durable effectués l'année dernière par les huit géants de l'industrie caféière, qui se sont tous engagés à divulguer leurs progrès en matière d'approvisionnement responsable. Les entreprises membres de Plateforme mondiale du café ont acheté auprès de ce pays d'Afrique de l'Est quelque 31 681 tonnes de café issues d'exploitations qui offrent des conditions de vie décentes aux paysans, promeuvent l'atténuation du changement climatique et protègent la biodiversité.

Teston Keurig Dr Pepper et Neslté tiennent le haut du pavé
Avec 533 295 tonnes, le Brésil arrive en tête du classement des fournisseurs de

café durable à ces torréfacteurs et détaillants devant le Vietnam, la Colombie, l'Indonésie, le Pérou, le Honduras, le Mexique, l'Inde, l'Ouganda et le Guatemala. Notant que les achats considérés comme étant durables sont ceux effectués dans le cadre de programmes de durabilité tels que Certifica Minas, 4C, Enveritas Green, Fairtrade, Rainforest Alliance/UTZ, Nespresso AAA, Volcafe Verified et Volcafe Excellence, la Plateforme mondiale du café a indiqué que les achats durables des JDE Peet's, Melitta Group, Keurig Dr Pepper, Nestlé, Strauss Coffee, Supracafé, Tesco et Westrock Coffee ont atteint 1,6 million de tonnes en 2022, enregistrant une hausse de 28,1% par rapport à 2021. Ces volumes record représentent 73,7% du total des achats de café de ces sociétés durant l'année écoulée (2,1 millions de tonnes) contre 55,5% au cours de l'année précédente.

SOMMET AFRICAIN DU CLIMAT

Pour la société civile, les dirigeants africains n'ont pas été assez « audacieux »

La semaine dernière, l'Afrique a tenu son propre sommet sur le climat. À l'heure du bilan, les experts estiment que les dirigeants du continent le plus touché par la crise tout en étant le moins pollueur, doivent prendre des résolutions plus fortes, surtout avec leur nouvelle voix au sein du G-20. Le Sommet africain sur le climat, tenu du 4 au 6 septembre 2023 à Nairobi, a rassemblé des dirigeants et des experts de tout le continent africain pour discuter des défis cruciaux liés au changement climatique et des solutions innovantes pour un avenir durable. Au cours du sommet, les dirigeants ont souligné l'urgence d'agir pour atténuer ces effets et promouvoir la résilience. À cet effet, une déclaration a été adoptée aux fins d'exprimer d'une même voix leurs besoins ainsi que leurs propositions. Parmi celles-ci fi-

gurent l'augmentation de la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique à au moins 300 gigawatts, d'ici 2030, la « restructuration et l'allègement de la dette », ainsi que la mise en place d'une taxe carbone visant à pousser un peu plus les gros pollueurs à payer pour leurs émissions de gaz à effet de serre. Les résolutions prises à Nairobi semblent reprendre une rhétorique régulièrement mise en avant lors de divers précédents sommets sur le climat. Cette rhétorique met en avant - sans prendre les mesures concrètes pour y arriver - le besoin « d'alléger » la dette des pays du Sud, africain notamment, tout en appelant les pays riches à honorer leurs besoins de financement de la transition climatique et de la décarbonation des économies africaines. Bien que ces demandes s'inscrivent

dans la logique de soutenir la résilience des économies du continent contre les effets du changement climatique, elles apparaissent pour de nombreux observateurs comme une simple reprise de solutions jugées peu efficaces pour permettre à l'Afrique de faire face à la crise multidimensionnelle, mais à forts relents climatiques qu'elle traverse. Pour la société civile, le sommet africain sur le climat n'a pas permis d'avoir une approche « audacieuse, transformatrice, cohérente et globale du climat et du développement pour l'Afrique ». Pour Fadhel Kaboub, Président du Global Institute for Sustainable Prosperity, bien que la dette extérieure soit un défi majeur à relever, elle n'est que le symptôme de déficiences structurelles bien plus profondes que sont les déficits alimentaires, déficits énergétiques et fabrication à faible

valeur ajoutée. De ce fait, les solutions proposées auraient dû se pencher sur ces défis en priorité. « Il s'agit d'une occasion manquée d'harmoniser nos stratégies en matière de climat, d'énergie, d'adaptation et de développement. Au lieu de cela, nous trouvons de fausses solutions proposées dans la déclaration de Nairobi, comme les marchés du carbone, qui se résument à des permis de polluer bon marché pour les pollueurs historiques du Nord qui peuvent répercuter le coût des permis sur leurs clients (dont beaucoup se trouvent dans le Sud global), déplacer les agriculteurs et les communautés indigènes, enrichir les spéculateurs et les intermédiaires, et continuer à polluer tout en offrant des miettes en guise de financement pour la lutte contre le changement climatique » a-t-il souligné.

ÉTATS-UNIS

150 millions \$ au profit de la plus grande mine africaine de graphite

L'australien Syrah Resources exploite au Mozambique Balama, la plus grande mine de graphite d'Afrique. Le produit de Balama est notamment exporté aux États-Unis pour y être transformé en matériaux utilisés dans les batteries de véhicules électriques, et vendus à Tesla notamment. Le Conseil d'administration de l'International Development Finance Corporation (DFC), la banque de développement des États-Unis, a approuvé un prêt pouvant atteindre 150 millions de dollars au profit de la mine de graphite Balama, au Mozambique. C'est l'annonce faite le 11 septembre par la compagnie minière australienne Syrah Resources, propriétaire de cette mine, la plus grande d'Afrique.

Il s'inscrit dans le cadre du soutien apporté par Washington à la sécurisation de l'approvisionnement américain en minéraux essentiels à la transition énergétique, minéraux dont fait partie le graphite. Syrah Resources a d'ailleurs installé une usine aux États-Unis pour transformer le graphite de Balama et vendre le produit final aux fabricants de batteries et aux constructeurs de véhicules électriques, dont Tesla. « L'approbation du prêt de DFC à Twigg Exploration and Mining [filiale de Syrah, Ndlr] par le Conseil d'administration de DFC démontre l'importance de Balama qui est la plus grande exploitation intégrée d'extraction et de traitement de graphite au monde, pour la stratégie des États-Unis en

matière de minéraux essentiels », a commenté Shaun Verner, DG de la compagnie. Notons que le prêt est d'une durée maximale de 13 ans et son octroi effectif est soumis à l'achèvement d'un audit préalable et d'autres conditions, y compris la négociation des termes finaux et de la documentation juridique. Une notification doit également être transmise au Congrès américain. Une fois les fonds disponibles, ils seront notamment affectés à des études de faisabilité pour le développement des ressources en vanadium de Balama. L'agrandissement de l'installation de stockage des résidus a également été évoqué par Syrah.

OUGANDA

La Banque centrale accorde la première licence bancaire islamique au djiboutien Salaam African Bank

Alors que 14% des Ougandais sont de confession musulmane, les produits bancaires islamiques pourraient contribuer à l'inclusion financière des personnes qui boudent les banques conventionnelles pour des raisons liées à leurs convictions religieuses. La Banque centrale ougandaise a annoncé, dans un communiqué publié vendredi 8 septembre, l'octroi d'une licence bancaire islamique au groupe djiboutien Salaam African Bank. « Nous pensons que la banque islamique a le potentiel d'apporter une contribution significative au développement du secteur financier ougandais », a déclaré le gouverneur adjoint de la Bank of Uganda, Michael Atingi-Ego, cité dans le communiqué. Cette licence bancaire islamique est la première du genre que le régulateur du système bancaire du pays d'Afrique de l'Est accorde à une banque depuis l'adoption d'une loi relative à la finance islamique en juin dernier. En Ouganda, où environ 14% de la population est de confession musulmane, les produits bancaires islamiques pourraient contribuer à l'inclusion financière des personnes qui boudent les banques conventionnelles pour des raisons liées à leurs convictions religieuses. Salaam African Bank a fait son entrée sur le marché ougandais en août 2022, grâce à l'acquisition de Top Finance Bank, dans le cadre d'une plus large stratégie d'expansion en Afrique de l'Est. Le groupe bancaire djiboutien dispose déjà de filiales au Kenya, en Éthiopie et en Malaisie.

BAD

Akinwumi Adesina, appelle les diplômés du MBA d'Oxford à être des acteurs du changement

Les diplômés de l'Executive MBA de la Saïd Business School de l'université d'Oxford ont reçu vendredi des conseils avisés du président de la Banque africaine de développement, Dans son discours prononcé à l'occasion de la remise des diplômes 2023 de l'école de commerce, M. Adesina a appelé les diplômés à utiliser les compétences et les connaissances qu'ils ont acquises pour relever certains des défis mondiaux les plus pressants, notamment le changement climatique et la lutte pour l'éradication de la faim dans le monde. « Il est inacceptable que plus de 2,3 milliards de personnes dans le monde souffrent de la faim chaque jour », a-t-il dénoncé.

BOURSE DE TOKYO

En légère progression

La Bourse de Tokyo progressait légèrement mardi 12 septembre en matinée, tirée par les gains de la veille à Wall Street, où les investisseurs ont retrouvé de l'appétit pour des actifs plus risqués, comme ceux du secteur technologique. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,46% à 32.617,84 points vers 00H55 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,36% à 2.369,02 points. La Bourse de New York a fini lundi en hausse, avec notamment un bond de plus de 1% de son indice Nasdaq, à forte coloration technologique.

L'action SoftBank Group grimpait encore de 3,6%, après avoir déjà bondi de près de 3,9% la veille. Le grand intérêt des investisseurs pour l'introduction en Bourse de sa filiale britannique Arm, qui doit avoir lieu jeudi à Wall Street, se confirme: selon l'agence Bloomberg, l'opération est désormais sur-souscrite

dix fois, et en conséquence de cette forte demande, Arm va cesser de prendre des commandes d'achat de titres dès ce mardi, soit un jour plus tôt que prévu.

Le yen se stabilise
Le yen se stabilisait par rapport au dollar, qui valait 146,63 yens vers 00H45 GMT contre 146,59 yens lundi à 21H00

GMT. La devise japonaise s'était sensiblement appréciée lundi par rapport au billet vert après des déclarations ce week-end du gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, qui s'est montré ouvert à la fin de sa politique de taux directeur négatif si un cercle vertueux entre les prix et les salaires se dessinait dans les prochains mois. Le cours euro/yen se stabilisait égale-

ment, un euro se négociant pour 157,57 yens contre 157,59 yens la veille. La monnaie européenne cotait par ailleurs à 1,0744 dollar contre 1,0750 dollar lundi à 21H00 GMT. Les cours du pétrole étaient quasi inchangés: vers 00H40 GMT le baril de WTI valait 87,28 dollars (-0,01%) et le baril de Brent de la mer du Nord cédait à peine 0,08% à 90,57 dollars.

PARIS

Mouvements limités, prudence à l'œuvre

Après avoir gagné 0,5% hier, la bourse de Paris cède actuellement 0,2%, vers 7265 points. Les investisseurs se montrent prudents, à deux jours du grand rendez-vous de la BCE prévu jeudi. En attendant, les opérateurs prendront aujourd'hui connaissance de divers indicateurs, à l'instar des derniers chiffres de l'inflation en Espagne ou encore de l'indice ZEW du moral des investisseurs allemands. D'après les analystes techniques, le retour du CAC au-dessus des 7200 points a permis de redonner quelques couleurs à l'indice, qui s'est ensuite affranchi de sa zone d'alerte baissière en repassant au-delà de 7250 points. Du point de vue de Kiplink, l'indice parisien peut désormais cibler la zone des 7294/7339 points. Parallèlement aux décisions de la BCE, les marchés attendent dans les jours qui viennent une série de statistiques américaines qui leur permettront d'en savoir plus sur l'état de l'inflation et du marché du travail aux Etats-Unis. Sur le marché pétrolier, la baisse de la production de plusieurs pays de l'Opep+, en particulier l'Arabie Saoudite et la Russie l'emportent sur les craintes entourant un ralentissement de la semaine, ce qui se traduit par une fermeté des cours. Le Brent progresse de 0,5% et franchit les 91\$/baril tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) avance de 0,3% à 87,6 dollars. En l'espace de trois mois, la hausse des cours pétroliers a bondi de plus de 30%, une envolée qui ne devrait pas se résorber à court terme selon les spécialistes. 'Un baril à 100 dollars est désormais un scénario crédible avant la fin de l'année', explique DeftHedge, un spécialiste de la gestion du risque de change et de matières premières en entreprise, qui évoque à la fois des facteurs conjoncturels et structurels. Dans l'actualité des sociétés françaises, Interparfums publie au titre de son premier semestre 2023 un résultat net par du groupe en crois-

sance de 43% à 77,6 millions d'euros et une marge opérationnelle en amélioration de 3,3 points à 25,8%, pour un chiffre d'affaires en croissance de 24% à 396,1 millions. Fnac Darty a annoncé mardi le lancement d'une offre d'obligations senior à échéance 2029 d'un montant total de 300 millions d'euros afin de se refinancer. Voltalia annonce la signature, par sa filiale Helexia, d'un contrat de 46 mégawatts avec Prime Energy, l'un des plus grands traders d'électricité du Brésil, pour la fourniture de 46 mégawatts d'énergie photovoltaïque sur une période de 20 ans. Enfin, TotalEnergies annonce que le plafonnement à 1,99 euro le litre dans toutes ses stations-service en France, sera étendu au-delà de la fin 2023, 'tant que les prix resteront élevés'.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 11 Septembre 2023				
Valeur : 13 Septembre 2023				
BASE	DEVISES			
€	USD	US DOLLAR		
	EUR	EURO		
	GBP	POUND STERLING		
	JPY	JAPANESE YEN		
	CNY	CHINESE YUAN		
	CHF	SWISS FRANC		
	CAD	CANADIAN DOLLAR		
	DKK	DANISH KRONE		
	SEK	SWEDISH KRONA		
	NOK	NORWEGIAN KRONE		
	AED	UAE DIRHAM		
	SAR	SAUDI RIYAL		
	KWD	KUWAITI DINAR		
	TND	TUNISIAN DINAR		
	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
	LYD	LIBYAN DINAR		
	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

Faibles variations en Europe avant l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes évoluent en ordre dispersé mardi en matinée, sur de faibles variations, en attendant la publication mercredi des chiffres de l'inflation américaine, alors que le dollar et les rendements obligataires sont globalement stables. A Paris, le CAC 40 perd 0,11% à 7.270,28 points vers 07h55 GMT. A Londres, le FTSE 100 avance de 0,34% après des chiffres montrant un ralentissement du marché de l'emploi. A Francfort, le Dax recule de 0,25%, plombé notamment par SAP. L'indice EuroStoxx 50 abandonne 0,13%, mais le FTSEurofirst 300 progresse de 0,15% et le Stoxx 600 de 0,13%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une stabilité pour le Dow Jones, une baisse de 0,26% pour le Standard & Poor's 500 et pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le vert soutenue par Tesla (+10,09%) et son superordinateur Dojo qui alimente l'optimisme dans l'intelligence artificielle. Le dollar, qui a enregistré la semaine dernière une huitième session hebdomadaire d'affilée de gains, sa plus longue depuis 2014, a fini en repli lundi de 0,5% et est pratiquement inchangé mardi. L'ascension du billet vert est freinée par les déclarations du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, qui a laissé entendre qu'un relèvement des taux d'intérêt à court terme au Japon pourrait avoir lieu en fin d'année, tandis qu'en Chine, les autorités se sont engagées à assurer la stabilité du yuan. Les rendements obligataires aux Etats-Unis sont stables, le dix ans s'affichant à 4,2881% avant la publication mercredi

des prix à la consommation (CPI) pour le mois d'août, qui pourraient montrer un ralentissement de l'inflation de base, à 4,3% sur un an. Les marchés monétaires tablent largement sur une pause sur les taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) le 20 septembre, tandis qu'en zone euro, la probabilité d'une ultime hausse de 25 points des taux de la Banque centrale européenne (BCE) d'ici la fin de l'année est de 80%. La BCE se réunit jeudi et devrait fournir des éléments sur l'évolution des taux, tandis que la réunion de la Banque d'Angleterre (BoE) est prévue le 22 septembre. La forte croissance des salaires en Grande-Bretagne sur les trois mois à juillet, publiée ce jeudi, donne à penser aux investisseurs que la BoE pourrait elle-aussi opter pour une dernière hausse des taux dans le cycle actuel. En Bourse, le compartiment de la santé (+0,71%) soutient les indices en Europe avec notamment Getinge qui prend 4,04%. A l'inverse, les résultats de l'américain Oracle pèsent sur le compartiment européen des nouvelles technologies (-0,37%), surtout sur le Dax allemand où SAP recule de 1,57%. A Londres, AB Foods, la maison mère de Primark, avance de 1,24% à la faveur du relèvement de ses perspectives de bénéfice pour l'ensemble de l'année pour la deuxième fois en quatre mois. A Paris, Rallye plonge de 10,34%, l'AMF ayant infligé une sanction à la maison mère de Casino (-3,60%) pour manipulation de marché.

GÉANT AMÉRICAIN DES PUCES

GlobalFoundries inaugure une usine à 4 milliards de dollars à Singapour

Le géant américain des puces électroniques GlobalFoundries a inauguré mardi à Singapour une usine de fabrication de 4 milliards de dollars, toujours en quête d'autonomie sur un marché marqué par les tensions d'approvisionnement.

La nouvelle installation produira 450.000 plaques de semi-conducteurs par an avant d'atteindre sa pleine capacité d'ici 2025/2026, avec une production annuelle d'1,5 million de plaques, a déclaré aux journalistes le responsable du groupe pour Singapour, Tan Yew Kong. «Les tendances clés de notre industrie -digitalisation, connectivité, informatique dématérialisée (cloud)- vont dans le sens d'une accélération vers un monde plus connecté et centré sur la donnée», a déclaré le patron de GlobalFoundries Thomas Caulfield, lors de l'inauguration. «Cela démontre à quel point notre secteur est central et vital pour l'économie mondiale et comment les semi-conducteurs» sont présents à tous les niveaux du quotidien, a-t-il poursuivi en estimant qu'en dépit des vents contraires, ce secteur devrait doubler dans les dix ans à venir, avec pour catalyseur l'intelligence artificielle. L'usine singapou-

rienne de 23.000 mètres carrés, dont la construction a débuté en 2021, viendra s'ajouter aux implantations du groupe en Europe et aux États-Unis. Les usines de production de semi-conducteurs demandent des investissements colossaux, du fait en particulier de la finesse de gravure des composants qui nécessite la mise en place de procédés de fabrication extrêmement sophistiqués. Le secteur est toujours en train de chercher à retrouver son équilibre mis à mal par la pandémie de Covid-19 qui a paralysé les chaînes d'approvisionnement en Asie, par l'inflation et les tensions géopolitiques qui pèsent sur les économies mondiales. La demande particulièrement importante du secteur automobile accroît la pression sur la production des puces utilisées massivement dans les smartphones et les appareils électroniques. Toutefois les experts du secteur estiment qu'un redressement est en vue. Une baisse de 10,3% est ainsi attendue cette année avant un rebond

de 11,8% en 2024, selon le World Semiconductor Trade Statistics, un regroupement d'entreprises du secteur. Au niveau mondial, Singapour qui abrite plusieurs grands fabricants de semi-conducteurs assure 11% de la production mondiale. Les derniers indicateurs "laissent entrevoir un ralentissement de l'activité économique au cours de l'été et sur les mois à venir, avec une faiblesse persistante dans l'industrie et une perte de vitesse dans les services, malgré une forte saison touristique dans de nombreuses régions d'Europe", résume l'exécutif bruxellois. En raison de la faiblesse des performances de la Chine, l'économie européenne ne peut pas compter non plus sur un soutien important des exportations. La poursuite du ralentissement de l'inflation et la résistance du marché de l'emploi devraient toutefois permettre un rebond en 2024.

IMPÔT SUR LE REVENU EN FRANCE

Le gouvernement indexe le barème sur l'inflation (+4,8%)

Bruno Le Maire a annoncé la revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu de 4,8%. Une mesure qui a pour objectif d'éviter à des Français dont les salaires auraient été un peu augmentés cette année pour compenser l'inflation, de devenir finalement impossibles. Mais le coût pour les finances publiques est élevé : « Ça représente quasiment 6 milliards d'euros de manque à gagner pour le budget de l'Etat », a souligné le ministre de l'Economie. C'était attendu : ce mardi le ministre de l'Economie a annoncé la revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement va ainsi rehausser de 4,8% les différentes tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu en 2024. « Je vous confirme que nous indexerons le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation, c'est-à-dire de 4,8% », a affirmé Bruno Le Maire sur LCI ce mardi 12 septembre. C'est, en effet, pour pallier les effets de la hausse des prix que l'exécutif a fait ce choix. En outre, le gouvernement veut éviter que des

Français, dont les salaires auraient été un peu augmentés cette année, se retrouvent finalement impossibles. Face à une inflation repartie à la hausse en août (+4,8% sur un an contre +4,3% en juillet) et qui devrait atteindre 4,9% en 2023 selon les prévisions du gouvernement, certaines entreprises ont, en effet, consenti des augmentations salariales, susceptibles de faire entrer dans le champ de l'impôt sur le revenu des salariés jusqu'ici pas assez rémunérés pour y être assujettis. L'objectif est également d'éviter qu'ils paient plus d'impôts alors même que leur pouvoir d'achat n'a, dans les faits, progressé qu'à la marge, voire pas du tout. Exemple en 2011 avec François Fillon, alors Premier ministre, qui avait décidé de geler le barème. Les contribuables avaient, en conséquence, perdu plus de 2 milliards d'euros. En outre, l'année suivante, 400.000 ménages non imposables étaient entrés dans l'impôt. En rehaussant de 4,8% le seuil d'entrée dans l'impôt, jusqu'ici fixé à 10.777 euros de revenus annuels, le gouvernement évite « de voir

320.000 salariés basculer dans l'impôt sur le revenu », a ainsi assuré Bruno Le Maire. Pour rappel, selon les tranches actuellement en vigueur, les revenus des Français peuvent être taxés à 0% (s'ils sont inférieurs à 10.777 euros annuels), 11% (entre 10.778 et 24.478 euros de revenus annuels), 30% (entre 27.479 et 78.570 euros), 41% (entre 78.571 et 168.994 euros) ou 45% (au-dessus de 168.994 euros). Déjà l'an dernier, le barème de l'impôt sur le revenu avait été revu à la hausse de +5,4 % pour 2023. La mesure annoncée ce mardi devrait être inscrite dans le prochain projet de loi de finances pour 2024 qui sera présenté le 27 septembre en Conseil des ministres. Et elle a un coût : « Ça représente quasiment 6 milliards d'euros de manque à gagner pour le budget de l'Etat donc c'est un effort très important, mais un effort qui va au travail, à tous ceux qui se lèvent le matin, travaillent et nous permettent d'avoir ces résultats économiques », a justifié le ministre ce mardi.

AU ROYAUME-UNI

La déroute des enseignes Wilko provoque un tsunami social

Sans reprendre, les magasins de l'enseigne en banqueroute Wilko vont définitivement fermer, entraînant une saignée de 12.500 licenciements. Le syndicat GMB parle d'« effondrement ». Une catastrophe sociale se profile au Royaume-Uni. Tous les magasins de l'enseigne en banqueroute Wilko vont définitivement fermer, provoquant plus de 10.000 licenciements. Un « effondrement » pour le syndicat GMB. Le cabinet de conseil PwC,

qui administre la faillite, a confirmé lundi 9.100 licenciements supplémentaires, s'ajoutant à déjà plus de 1.600 suppressions d'emplois déjà annoncées au cours des dernières semaines. Sans compter les départs d'employés qui ont décidé de quitter l'entreprise sans attendre. Au total, la quasi totalité des 12.500 emplois que comptait l'enseigne avant sa faillite vont donc disparaître. PwC précise dans un communiqué avoir « exploré toutes les possibilités de sauver l'entreprise » mais que « tous les maga-

sins Wilko, les deux centres de distribution, et la majeure partie des activités au centre d'aide à la clientèle », vont fermer. L'investisseur Doug Putman, propriétaire des magasins de musique HMV, a annoncé qu'il jetait l'éponge dans sa tentative de reprise de plusieurs centaines de magasins Wilko. Le syndicat GMB a fustigé « l'incompétence qui a mené à cet effondrement ». L'enseigne affichait avant sa faillite quelque 400 sites. Un concurrent de Wilko, B&M, a repris jusqu'à 51 magasins,

sans toutefois préciser combien d'employés garderont leur poste. Une source proche du dossier a toutefois confirmé à l'AFP lundi des informations de la presse britannique selon lesquelles PwC discutait avec les chaînes de distribution Poundland ou encore Home Bargains sur une éventuelle reprise partielle de magasins de Wilko. Mais cela ne concernerait au mieux qu'une part minime d'emplois restants et sur des actifs tels que la marque ou la propriété intellectuelle.

SUISSE

L'économie à la peine face au ralentissement mondial

La Suisse ne devrait pas échapper au ralentissement économique mondial qui met à mal son industrie exportatrice. Une immigration soutenue et un marché du travail toujours quasiment à sec devraient néanmoins soutenir l'important secteur de la consommation, alors que l'inflation reste à surveiller. Les économistes de Credit Suisse ont abaissé leurs prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) à +0,7% cette année, contre +0,9% dans leurs précédentes estimations, selon l'étude Moniteur Suisse publiée mardi. Pour 2024, ils anticipent une accélération de 0,9%, après +1,3% attendus jusqu'à présent. Parmi les principaux contributeurs à l'économie helvétique, les dépenses des ménages devraient augmenter de 2,2% en 2023 et de 1,3% la suivante, tandis que les exportations devraient croître de respectivement 3,5% et 4,0%. "Le ralentissement économique mondial a aussi atteint la Suisse", ont souligné les économistes, rappelant qu'après avoir encore crû de 0,9% au premier trimestre, le PIB a marqué le pas au second partiel. L'Allemagne, principal partenaire économique de la Suisse, devrait tomber en récession cette année, la Commission européenne tablant sur un recul du PIB de 0,4% pour la première économie de la zone euro, ce qui devrait affecter les exportateurs suisses. Les perspectives pour le secteur industriel demeurent donc sombres, les volumes de production reculant et la baisse des carnet de commandes ne permet pas d'anticiper un rebond rapide. Quant à la demande étrangère, elle devrait également reculer ces prochains mois. Cette branche fait par ailleurs face à une réduction des stocks chez les clients, qui les avaient auparavant garni pour se protéger des problèmes d'approvisionnement. Côté inflation, les spécialistes anticipent une accélération des prix à la consommation de 2,2% cette année, soit encore légèrement au dessus du couloir de 0% à 2% visé par la Banque nationale suisse (BNS). En 2024, elle est attendue à 1,7%. Malgré une hausse des prix de seulement 1,6% en août, "les risques liés à l'inflation ne sont pas encore entièrement écartés", ont averti les économistes. A court terme, l'inflation pourrait repasser à la hausse la barre des 2% en novembre et décembre, notamment en raison de la progression des loyers. Face à cette situation, la BNS devrait relever une dernière fois son taux directeur le 21 septembre, pour le porter de 1,75% à 2,0%, avant de marquer une pause. Un éventuel relâchement monétaire n'est pas attendu avant le second semestre 2024.

FABRIQUÉE PAR DES INGÉNIEURS DU CRTI

Voici la voiture électrique 100% algérienne

Après l'invention dans le solaire, les ingénieurs algériens fabriquent une voiture électrique 100% algérienne.

Tous les pays du monde se sont mis sur la piste de la voiture électrique, considéré comme l'avenir de l'automobile. Pour ne pas être en retard, l'Algérie s'était déjà lancé dans le travail sur la voiture électrique 100% algérienne et des bornes électriques ont été récemment installées. La recherche scientifique pousse ses pions en Algérie, dopée par des financements public substantiels. Après la station d'énergie solaire mobile – 100% algérienne – le pays brille par une autre innovation sur laquelle travaillent tous les pays développés : la voiture électrique. Les ingénieurs du CRTI (Centre algérien de recherche en technologie industrielle) en ont conçu une et elle est 100% locale.

Une voiture électrique 100% algérienne
Après l'assemblage de voitures à moteur thermique – qui est en fait une importation qui ne dit pas son nom – les autorités algé-

riennes, après la réussite de cette voiture électrique 100 % algérienne, ambitionnent de monter une vraie industrie automobile et s'en donnent les moyens. Dans un premier temps l'expertise des grands fabricants mondiaux sera incontournable. Parallèlement les compétences locales avancent le véhicule de demain. Les équipes du CRTI ont mis au point un prototype de véhicule électrique et tous ses composants ont été produits sur place : moteur, système de contrôle, batterie, carrosserie...

Une préparation à l'avènement de la voiture électrique
Cette voiture électrique a été fabriquée par les employés du centre ou par d'autres sociétés algériennes. La batterie au lithium a été conçue par les ingénieurs de la structure, le moteur par une entreprise publique et la carrosserie par une boîte privée domiciliée à Sétif.

Appelée à s'améliorer
A noter que les roues du cette voiture électrique 100 % algérienne sont aussi algériennes, signées par l'entreprise Iris et le véhicule peut atteindre une vitesse de 35 km/h; c'est encore lent mais des progrès dans ce sens suivront très certainement. Le même source a annoncé la sortie d'un deuxième prototype et un concours de design est déjà ouvert... Cela ne veut pas dire pour autant que cette voiture électrique 100 % algérienne est finalisée, car il reste un gros travail pour passer à la phase de la production industrielle. D'autres prototypes de voitures électriques fabriqués par des ingénieurs algériens avaient été ébruités mais aucun n'a débouché sur du concret. Mais l'essentiel à ce stade est de tenter des choses. Avec une telle dynamique, Alger est certain d'y arriver, car la voiture électrique 100 % algérienne a été réussie.

CAMION JAC

Il s'affiche comme étant le moins cher en Algérie

Dans le gotha des véhicules qui ont investi le marché de l'automobile en Algérie, voici le camion JAC le moins cher qui se présente actuellement. Le processus de commercialisation et d'importation de voitures et de camions de la marque chinoise JAC débutera après l'accord final à l'agent EMIN AUTO.

Camion Jac X100 2023
Le camion JAC Motors a annoncé l'ajout du nouveau camion d'une tonne X100 à sa gamme nationale de cabines avant de la série X. Ce petit camion commode est le chérie des commerçants et des petites entreprises, car il offre une charge utile de 1 040 km. Le camion est également pro-

pulsé par un moteur essence quatre cylindres de 1,2 litre produisant 65 kW et 115 Nm, envoyé aux roues arrière via une transmission manuelle à cinq vitesses.
Prix des voitures T8 en 2023
Le Jac T8 est proposé à un prix compétitif et offre un excellent rapport qualité-prix. Il est assorti d'une garantie dans

les pays du Golfe de 6 ans ou 150 000 kilomètres, offrant une tranquillité d'esprit aux propriétaires. L'économie de carburant est également impressionnante, avec une consommation déclarée de 7,3 litres aux 100 kilomètres.

STELLANTIS

La firme lance son écosystème de recharge "free2move charge"

Le groupe aux 14 marques (Peugeot, Citroën, Fiat, Jeep...) veut développer une offre complète de recharge électrique, de l'installation de bornes à domicile à l'accès aux réseaux de bornes publiques. Le groupe Stellantis a annoncé mardi le développement d'une offre complète de recharge électrique, de l'installation de bornes à domicile à l'accès aux réseaux de bornes publiques, visant à faciliter la transition de ses clients vers les voitures électriques. Une nouvelle marque "Free2Move Charge" Le groupe aux 14 marques (Peugeot, Fiat, Jeep...) va lancer sa marque "Free2Move Charge" en Amérique du Nord avant de l'étendre en Europe et espère ainsi "retirer les barrières" à la mobilité électrique, dont notamment "l'anxiété" de pouvoir recharger, selon un communiqué. Free2Move Charge proposera aux entreprises et aux particuliers, clients ou non des marques du groupe, d'installer des bornes à domicile, où la majorité des recharges a lieu actuellement, et bientôt des systèmes permettant d'alimenter un bâtiment avec la batterie de la voiture (V2G). Accès aux bornes publiques



"Free2move Charge GO" proposera également l'accès à un réseau de bornes publiques, avec des systèmes de réservation et des programmes de fidélité, à travers des partenaires, promettant, par exemple, un accès à la quasi-totalité des plus de 500.000 bornes européennes - soit une offre similaire à celle du concurrent Volkswagen avec son application "We Charge".

Cette structure va "soutenir Stellantis dans sa forte stratégie d'électrification et devenir une extension naturelle des marques du groupe", a souligné dans un communiqué Ricardo Stamatti, vice-président de Stellantis. "Ce sera la marque pour l'intégralité de notre écosystème de recharge et d'énergie", a-t-il détaillé lors d'une conférence téléphonique.

PEUGEOT E-3008 (2023)

Un nouveau SUV électrique aux allures de coupé

Peugeot dévoile le E-3008, la nouvelle génération de son populaire SUV, attendue sur le marché début 2024 sous un format plus coupé avec une motorisation 100 % électrique. L'Auto-Journal fait le tour du propriétaire, nouvelles images à l'appui.

Très attendue depuis plusieurs mois, la nouvelle déclinaison du Peugeot 3008, modèle vendu à plus d'1,3 million d'exemplaires dans 130 pays depuis sept ans, se dévoile au lendemain du salon automobile de Munich 2023. C'est une première : le populaire SUV ne sera commercialisé qu'en version 100% électrique via la nouvelle plateforme STLA Medium du groupe Stellantis. Un choix de la marque au lion qui s'inscrit dans la poursuite d'un double objectif déjà connu : offrir une variante électrique pour l'ensemble de sa gamme dès 2025 avant de culminer à 100% de ventes électriques en Europe en 2030. La gamme du nouveau E-3008, qui sera produit à Sochaux, s'articule autour de deux finitions, Allure et GT, avec 3 packs d'options. Les motorisations électriques sont au nombre de trois – 210 ch, 230 ch grande autonomie et 320 ch Dual Motor à 4 roues motrices – pour deux motorisations hybrides, selon les marchés. L'autonomie est annoncée jusqu'à 700 km.

DESIGN : UN LOOK FASTBACK PLUS « FÉLIN » QUE JAMAIS

Sur le plan du look, comme l'Auto-Journal vous en parlait ici en primeur, cette nouvelle déclinaison du Peugeot 3008 penche désormais vers le « SUV coupé », ou fastback. De quoi lui faire gagner en dynamisme avec une trainée aérodynamique optimisée, sans toutefois impacter l'habitabilité intérieure ni les dimensions de son coffre, qui affiche 520 litres (quelle que soit la motorisation) comme le précédent 3008. Niveau dimensions, le E-3008 reste l'un des plus compacts du segment C en version électrique avec une longueur de 4,54 m, une largeur de 1,89 m pour une hauteur de 1,64 m.

Une intelligence Microsoft Edge peut désormais afficher deux sites Web dans la même fenêtre !

Microsoft vient de déployer sa fonction d'écran fractionné dans Edge. Vous pouvez désormais afficher deux pages Web côte à côte dans la même fenêtre.

Il y a quelques mois, Microsoft testait la possibilité d'afficher deux sites dans le même onglet de son navigateur Web Edge. Les tests de cette fonction nommée « Écran partagé » semblent désormais être terminés. La fonctionnalité, qui n'était jusqu'ici disponible qu'après l'activation d'un flag dans le menu dédié aux fonctions expérimentales d'Edge, est à présent accessible à tous. Microsoft vient de la déployer et de l'activer par défaut dans la version stable de son navigateur.

Edge affiche deux pages Web côte à côte

Pour afficher simultanément deux pages Web dans la même fenêtre d'Edge, deux options sont possibles. Vous pouvez, au choix, cliquer sur le bouton idoine greffé dans la barre d'outils d'Edge et figuré par l'icône d'un écran séparé en deux, ou utiliser directement le raccourci clavier Ctrl + Maj + 2. La fenêtre

d'Edge va alors se séparer en deux affichant à gauche de l'écran la page active, et vous invitant à choisir, à droite, la seconde page à ouvrir.

Sur chaque vue de cet écran partagé, deux boutons permettent de fermer la page affichée, d'ouvrir la page dans un nouvel onglet, de quitter l'écran fractionné ou encore d'intervertir l'affichage des deux pages.

Sur son site Web, Microsoft donne quelques détails quant au fonctionnement de cette nouvelle fonction d'écran partagé. On apprend ainsi qu'il n'est possible d'afficher que deux sites Web par onglet, mais surtout que Microsoft prépare l'arrivée d'autres options qui seront bientôt intégrées à cette fonction. Vous pourrez, par exemple, ouvrir un lien dans le même écran.

Une option très pratique puisqu'elle vous permettra, par exemple, d'afficher d'un côté, les résultats d'un moteur de recherche, et de l'autre, la page deman-

dée. Un système qui, par ailleurs, n'est pas sans rappeler celui adopté récemment par Google qui propose dans Chrome de conserver vos résultats de recherche dans un volet dédié pendant votre navigation.

Mais c'est sans doute Microsoft qui en parle le mieux. Pour illustrer tout le potentiel offert par cette nouvelle fonction, la firme de Redmond a publié, sur son site, une capture illustrant parfaitement l'utilisation d'une telle fonction. D'un côté, Edge affiche une page web, et de l'autre, un document de travail ouvert dans un outil de traitement de texte. Enfin, cette fonction d'écran partagé laisse une certaine liberté quant à son utilisation. Vous pourrez en effet ouvrir rapidement un lien en faisant un glissement de l'écran de gauche vers l'écran de droite et pourrez ajuster la taille de chaque écran à votre guise.

IPHONE 15

Comment suivre la keynote Apple en direct ?

Les iPhone 15 s'apprêtent à faire une entrée en scène remarquée. Lors d'une keynote très attendue, Apple va également dévoiler de nouvelles Apple Watch et annoncer la transition du Lightning à l'USB-C. On vous explique comment suivre la présentation en direct à partir de 19 h. Comme tous les ans, Apple organise une grande keynote pour la rentrée. Cette année, la conférence du constructeur sera consacrée aux nouveaux iPhone 15 et aux Apple Watch Series 9/ Ultra 2. Sans surprise, la gamme d'iPhone sera composée de quatre modèles différents, dont deux modèles abordables et deux éditions haut de gamme, les iPhone Pro. Parmi les grands changements de ce millésime 2023, on trouve l'abandon définitif du port Lightning et le passage, forcé, vers l'USB-C. Les AirPods, les écouteurs à succès de la marque, vont également faire la transition d'une connectique à l'autre.

Comment regarder la keynote des iPhone 15 en direct dès 19 h ?

La keynote débutera le mardi 12 septembre 2023, à 19 h, heure de Paris. Elle est intitulée « Wonderlust », soit « Révélation » en français. Comme c'est le cas depuis la pandémie, Apple se contentera d'une vidéo



tournée en amont sur le campus du groupe, l'Apple Park, pour présenter ses produits. La vidéo de la keynote, qui mettra en scène Tim Cook et ses équipes, sera retransmise en direct sur la toile.

Pour suivre la conférence, Apple invite tous les internautes à se rendre sur YouTube (voir la vidéo ci-dessus) ou sur Apple.com. Il est aussi possible de suivre la présentation sur l'Apple TV par le biais de l'application dédiée. Sauf surprise, la présentation devrait

durer entre une heure et une heure et demie. En marge de la diffusion de la keynote, l'entreprise accueillera les journalistes dans ses locaux pour y découvrir les nouveaux produits annoncés.

La dernière keynote de 2023 ?

Aux dernières nouvelles, il s'agirait de la dernière keynote Apple de l'année. Le géant de Cupertino n'aurait pas prévu d'organiser une seconde conférence automnale pour lever le voile sur le nouvel iPad Air, qui

devrait être animé par une puce M2. L'entreprise se contenterait d'une annonce par le biais d'un communiqué de presse. Quoi qu'il en soit, on vous donne rendez-vous ce soir dès 19 h pour suivre la conférence annuelle d'Apple en compagnie de la rédaction de 01Net. Nous relayerons les informations clés de la keynote en direct dans le cadre de notre live. En parallèle, des papiers plus approfondis viendront faire le point sur la nouvelle offre du géant californien. On vous dit à ce soir !

APPLE

Cet iMac de 1999 a un écran tactile impressionnant

En public, Apple ne confirmera jamais travailler sur un Mac doté d'un écran tactile. C'est pourtant ce qu'une rumeur très crédible a affirmé en début d'année. Mais l'ordinateur n'a pas attendu le constructeur pour gagner un écran tactile ! L'iMac de 1999 avait déjà eu droit à un tel traitement... L'iMac G3 de 1999, avec son design acidulé et sa bonne bouille, avait tout pour séduire les boutiques qui cherchaient des kiosques informatiques et ainsi, attirer la clientèle. Seul hic : l'utilisation du clavier et de la souris — qui n'était pas des plus pratique avec son design tout rond — n'allait pas de soi. C'est pourquoi des entreprises se sont mis en tête d'intégrer des capteurs tactiles dans l'écran CRT de ces machines ! C'est le cas d'Elo, spécialiste des caisses enregistreuses, qui jouissait à l'époque du statut de « Value Added Reseller ». Cela lui permettait d'acheter des iMac pour les transformer en points de vente tactiles, puis de les revendre (autour de 1 600 \$), le tout avec l'assentiment d'Apple. Et comme le montre Michael MJD sur sa chaîne YouTube, le résultat est vraiment épatant. Michael a récupéré un prototype très rare d'iMac conçu par Elo, dans lequel deux transducteurs ont été ajoutés à l'écran : le premier émet des ondes acoustiques, le second les reçoit. Le fait de toucher l'écran perturbe l'onde et modifie l'amplitude à un point spécifique. Le contrôleur installé à l'arrière du moniteur CRT peut alors déterminer les coordonnées X et Y du doigt, et même l'axe Z de profondeur. Le système prend en effet en compte la force de la pression sur l'écran, plus de 20 ans avant la technologie 3D Touch/Force Touch qu'Apple a malheureusement fini par abandonner ! Une technologie très efficace, comme on peut le voir dans la vidéo ci-dessus. Ce qui l'est moins en revanche, c'est que MacOS 8.6 est mal adapté à un usage tout tactile, ce qui est assez logique — Apple développait son système d'exploitation pour la souris.

Mots fléchés

Le grand ruban		Fruit		Bord de la route		Armée secrète	Diplôme de moniteur		Vergue		Pilotage		Ancien parti politique
École de conduite		Échelettes									Édition		
									Arrêt obligatoire				
Manie				Chiffre d'affaires			Petits problèmes						
Démodés				Cuivre du chimiste									
							Tentèrent		Compiqué				
Rhésus			Note ancienne			Langue du sud			République arabe unie				Paraître
Calme									Répétitif				
				Tentative						Façon de reposer			
				Incapables de conduire									
Union démocratique en bref			Matinée			Cardinal de Strasbourg				Belle saison			
			Un de Troie							Repentir			
Pause						Copier l'original					État major		
Propre au lion											Participe		
						Vagabonder							
						Anneaux						Ester d'acide	
Fabriquée	Extrémité faciale							Principe actif					
	Sanction							Agent de liaison					
					Écima							Largeur de tissu	
					Grimpeur								
Suit le docteur			Os pour le merlan				Sport en stand				Désinence verbale		
Opus			Ouvre la fenêtre				Homard ou crabe				Rivière suisse		
		Refuge						Aéroport de Papeete					Excellent spécialiste
		Aurochs						Bon de livraison					
Passage urbain									Soeur de maman				
Gobelet				Cercle d'amis					Porter aux nues				
					Illuminés								
					Obtempères								
Fleuve côtier				Retira				Bas de gamme			Prêtresse d'Héra	Interruption brutale	Choisie
Problème													
		Poème	Dernier	Brevet de sécurité routière				Étalon					
								Faute au tennis					
Chante						Rivière d'Alsace				Dialecte du nord			
Ensemble de règles										Vers Toulouse			
				Parfumées							Vu dans le journal		
Tendons						Bornée							

24 millions de personnes risquent de sombrer dans la famine

24 millions de personnes dans le monde risquent d'être au bord de la famine au cours des 12 prochains mois en raison de la réduction significative des rations distribuées par le Programme alimentaire mondial (PAM) a prévenu mardi l'agence onusienne. Par voie de communiqué, le PAM a indiqué qu'il était contraint de procéder à des baisses si drastiques de ses rations que "24 millions de personnes supplémentaires pourraient sombrer dans une situation d'urgence alimentaire au cours des 12 prochains mois, soit une augmentation de 50% par rapport au niveau actuel". Le PAM affirme que 345 millions de personnes dans le monde sont en proie à une insécurité alimentaire aiguë. Pas moins de 40 millions d'entre elles sont actuellement considérées comme étant en situation d'urgence alimentaire, ce qui signifie qu'elles sont contraintes de prendre des mesures désespérées pour survivre et risquent de mourir de malnutrition.



RUSSIE

Les livraisons gratuites de céréales à l'Afrique débuteront prochainement

Après que Vladimir Poutine a annoncé en juillet, lors du Sommet Russie-Afrique, être prêt à fournir gratuitement des céréales à six États africains, le ministère russe de l'Agriculture s'est exprimé sur le sujet. L'instance a ainsi précisé que les livraisons devraient commencer dans un avenir proche.

Les livraisons gratuites de céréales aux pays africains devraient commencer prochainement. Cette déclaration a été faite par Dmitri Patrouchev, ministre russe de l'Agriculture, dans le cadre du Forum économique oriental, qui se déroule du 10 au 13 septembre à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe.

"Elles devraient littéralement commencer dans un avenir proche", a-t-il indiqué. En juillet, lors du Sommet Russie-Afrique, Poutine a fait savoir que son pays était prêt à fournir gratuitement à un certain nombre de pays africains de 25.000 et 50.000 tonnes de céréales dans les mois à venir. Le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali, la Somalie, la République centrafricaine et l'Érythrée sont concernés.

Le chef de l'État a aussi noté que la Russie avait livré 11,5 millions de tonnes de céréales aux États africains en 2022. En outre, près de 10 millions de tonnes ont déjà été fournies au cours des six premiers mois de cette année malgré les sanctions imposées. La 8e édition du Forum économique oriental a pour thème "La voie vers le partenariat, la paix et la prospérité".

ROYAUME-UNI

Le taux de chômage en hausse à 4,3%

Le taux de chômage au Royaume-Uni est monté à 4,3% pour les trois mois terminés fin juillet, après avoir déjà grimpé nettement un mois plus tôt à 4,2%. Le taux de chômage est désormais "0,3 point de pourcentage plus élevé qu'avant la pandémie de coronavirus", a précisé l'Office national des statistiques (ONS) mardi dans son rapport mensuel.

Le nombre de personnes inactives en raison de maladies de longues durées atteint "un nouveau record", relève sur X (ex-Twitter) le directeur des statistiques de l'ONS Darren Morgan. En parallèle, le nombre d'emplois vacants continue de baisser. "Le marché du travail commence à ressentir le poids du ralentissement de l'activité, alors que l'économie britannique est confrontée à plusieurs vents contraires", indique l'économiste Yael Selfin.

INONDATIONS MEURTRIÈRES EN LIBYE

L'Algérie lance un pont aérien d'aide humanitaire

L'Algérie a décidé l'envoi en urgence d'importantes aides humanitaires à la Libye, suite aux pluies torrentielles et aux inondations ayant touché plusieurs villes libyennes, a indiqué, mardi, un communiqué de la Présidence de la République. « En réponse à la demande d'aide aux régions sinistrées formulée par le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi suite aux pluies torrentielles et aux inondations ayant touché plusieurs villes de l'Etat frère de Libye, l'Algérie décide, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'envoi en urgence d'importantes aides humanitaires, constituées de produits alimentaires, de matériel médical, de

vêtements et de tentes via un pont aérien de huit (8) avions relevant des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP) », lit-on dans le communiqué, repris par l'agence APS. Ces aides, poursuit le communiqué, expriment « l'engagement de l'Algérie, Gouvernement et peuple, en faveur de la solidarité inconditionnelle sans limites avec le peuple libyen frère en vue de l'aider à surmonter cette douloureuse épreuve ».

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, ce mercredi par téléphone, avec le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes.

Selon un communiqué de la tutelle, le

chef de la diplomatie algérienne, a renouvelé, à son interlocuteur, « ses sincères condoléances au nom du gouvernement et du peuple algériens suite aux inondations, qui ont fait un nombre important de morts, blessés et disparus ». Il l'a assuré de la solidarité et empathie de l'Algérie dans cette tragédie. Il l'a informé que le président Tebboune suit de près l'évolution de la situation et qu'il a chargé les autorités algériennes compétentes d'acheminer immédiatement les aides aux zones sinistrées. Ahmed Attaf a, également exprimé la pleine disposition de l'Algérie à apporter à la Libye « toute forme de soutien afin de contribuer à alléger le fardeau de cette grande affliction.

R I.

LE MAROC REFUSE L'AIDE HUMANITAIRE PROPOSÉE PAR L'ALGÉRIE
Le Gouvernement prend acte

Le Gouvernement algérien a pris acte de la réponse officielle du Royaume du Maroc qui a déclaré n'avoir pas besoin des aides humanitaires proposées par l'Algérie, indique mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

« Dans une déclaration à la presse hier lundi, le ministre marocain de la Justice avait annoncé que le Royaume marocain a accepté les aides humanitaires proposées par l'Algérie, qui seront acheminées en coordination avec le ministère marocain des Affaires étrangères », précise le communiqué. « Sur la base de cette déclaration, le ministère algérien des Affaires

étrangères a informé son homologue marocain, par le biais du Consulat général de l'Algérie à Casablanca et le Consulat général du Maroc à Alger, des mesures prises par le Gouvernement algérien pour la mobilisation de trois avions de grande capacité pour le transport des aides humanitaires au Maroc selon les besoins nécessaires en cas de catastrophes naturelles. Le Consul général d'Algérie à Casablanca était en contact avec la cellule de crise créée au niveau du ministère marocain des Affaires étrangères afin d'officialiser la proposition d'aide présentée par l'Algérie », ajoute la même source.

« Alors que l'opération a été parachèvement et après insistance des

autorités algériennes compétentes durant l'après-midi et la soirée de la journée d'hier, le ministère marocain des Affaires étrangères a pris contact, avant minuit, avec le Consul général algérien à Casablanca », selon le document. « Le Directeur général du ministère marocain des Affaires étrangères a informé le Consul algérien qu'après évaluation, le Royaume du Maroc n'avait pas besoin des aides humanitaires proposées par l'Algérie », lit-on dans le communiqué. « Le Gouvernement algérien prend acte de la réponse officielle du Maroc dont on tire les conséquences évidentes », selon la même source.

MEXIQUE

Une croissance économique prévue entre 2,5 et 3,5% en 2024

Le gouvernement mexicain table sur une croissance économique entre 2,5 et 3,5 % en 2024, selon un projet de budget qui prévoit une nouvelle aide en faveur des familles en difficulté. Le projet de budget 2024 du ministère des Finances prévoit aussi un ralentissement de l'inflation globale à 3,8% d'ici la fin de l'année prochaine. La banque centrale du Mexique (Banxico) s'attend à ce que l'inflation globale atteigne 4,6% d'ici le quatrième trimestre de l'année en cours. Le budget 2024 sera débattu par les législateurs du Congrès, où la coalition au pouvoir du président Andres Manuel Lopez Obrador dispose de la

majorité au sein des deux chambres. Le projet de budget estime le taux de change du peso mexicain à 17,6 pesos pour un dollar d'ici la fin de 2024. Le budget global de la compagnie pétrolière publique Pemex sera réduit de 36%, selon le texte par rapport aux niveaux de financement de 2023. Le plan budgétaire comprend une nouvelle injection de capital de Pemex de 145 milliards de pesos (8,25 milliards de dollars). Le ministère des Finances a souligné que l'injection de capital était conditionnée au maintien par Pemex d'un "endettement modéré".